

CR 2025/12

International Court
of Justice

THE HAGUE

Cour internationale
de Justice

LA HAYE

YEAR 2025

Public sitting

held on Friday 2 May 2025, at 3 p.m., at the Peace Palace,

President Iwasawa presiding,

***on the Obligations of Israel in relation to the Presence and Activities of the United Nations,
Other International Organizations and Third States in and in relation to
the Occupied Palestinian Territory***

(Request for advisory opinion submitted by the General Assembly of the United Nations)

VERBATIM RECORD

ANNÉE 2025

Audience publique

tenue le vendredi 2 mai 2025, à 15 heures, au Palais de la Paix,

sous la présidence de M. Iwasawa, président,

***sur les Obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation
des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans
le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci***

(Demande d'avis consultatif soumise par l'Assemblée générale des Nations Unies)

Present: President Iwasawa
 Vice-President Sebutinde
 Judges Tomka
 Abraham
 Xue
 Bhandari
 Nolte
 Charlesworth
 Brant
 Gómez Robledo
 Cleveland
 Tladi

 Registrar Gautier

Présents : M. Iwasawa, président
M^{me} Sebutinde, vice-présidente
MM. Tomka
Abraham
M^{me} Xue
MM. Bhandari
Nolte
M^{me} Charlesworth
MM. Brant
Gómez Robledo
M^{me} Cleveland
M. Tladi, juges

M. Gautier, greffier

The Government of the Republic of Tunisia is represented by:

HE Mr Skander Denguezli, Ambassador of the Republic of Tunisia to the Kingdom of the Netherlands,

Ms Hanin Ben Brad, Minister Plenipotentiary, Director of International Peace and Security, Ministry of Foreign Affairs,

Ms Nabila Rezgui, Minister Plenipotentiary, Embassy of the Republic of Tunisia in the Kingdom of the Netherlands,

Ms Aicha Ayari, Foreign Affairs Counsellor, Embassy of the Republic of Tunisia in the Kingdom of the Netherlands.

The Government of the Republic of Vanuatu is represented by:

Mr Arnold Kiel Loughman, Attorney General,

Ms Lee-Anne Sackett, Director of International Legal Affairs, Climate Justice Program, member of the Permanent Court of Arbitration,

Mr Dreli Solomon, First Secretary, Chargé d'affaires, Mission of the Republic of Vanuatu to the European Union, the Kingdom of Belgium and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

Ms Margaretha Wewerinke-Singh, Counsel, Professor, University of Amsterdam, University of Fiji, member of the Permanent Court of Arbitration.

The League of Arab States is represented by:

Mr Abdel Hakim El Rifai, Minister Plenipotentiary,

Mr Mutassem Alshawwa, Palestine Desk Officer,

Mr Mohamed Helal, Counsellor and Legal Adviser.

The Organisation of Islamic Cooperation is represented by:

HE Mr Samir Bakr, Assistant Secretary-General for Palestine and Al-Quds Affairs,

HE Mr Abdulkhaleq Al Yafei, Permanent Observer of the Organisation of Islamic Cooperation to the European Union, Brussels,

HE Mr Ali Goutali, Adviser to the Secretary-General for Palestine and Al-Quds Affairs,

Ms Monique Chemillier-Gendreau, Legal Counsel,

Le Gouvernement de la République tunisienne est représenté par :

S. Exc. M. Skander Denguezli, ambassadeur de la République tunisienne auprès du Royaume des Pays-Bas,

M^{me} Hanin Ben Jrad, ministre plénipotentiaire, directrice de la paix et de la sécurité internationales, ministère des affaires étrangères,

M^{me} Nabila Rezgui, ministre plénipotentiaire, ambassade de la République tunisienne auprès du Royaume des Pays-Bas,

M^{me} Aicha Ayari, conseillère des affaires étrangères, ambassade de la République tunisienne auprès du Royaume des Pays-Bas.

Le Gouvernement de la République de Vanuatu est représenté par :

M. Arnold Kiel Loughman, *Attorney General*,

M^{me} Lee-Anne Sackett, directrice des affaires juridiques internationales, programme relatif à la justice climatique, membre de la Cour permanente d'arbitrage,

M. Dreli Solomon, premier secrétaire, chargé d'affaires, mission de la République de Vanuatu auprès de l'Union européenne, du Royaume de Belgique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

M^{me} Margaretha Wewerinke-Singh, conseil, professeure à l'Université d'Amsterdam et à l'Université des Fidji, membre de la Cour permanente d'arbitrage.

La Ligue des États arabes est représentée par :

M. Abdel Hakim El Rifai, ministre plénipotentiaire,

M. Mutassembelah Alshawwa, spécialiste de la Palestine,

M. Mohamed Helal, conseil et conseiller juridique.

L'Organisation de la coopération islamique est représentée par :

S. Exc. M. Samir Bakr, secrétaire général adjoint pour les affaires de la Palestine et d'Al-Qods,

S. Exc. M. Abdulkhaleq Al Yafei, observateur permanent de l'Organisation de la coopération islamique auprès de l'Union européenne, Bruxelles,

S. Exc. M. Ali Goutali, conseiller du secrétaire général pour les affaires de la Palestine et d'Al-Qods,

M^{me} Monique Chemillier-Gendreau, conseillère juridique,

Ms Raphaëlle Nollez-Goldbach, Legal Counsel,

Ms Juliette Chemillier, Assistant to Legal Counsel.

The African Union is represented by:

Ms Hajer Gueldich, Legal Counsel,

Mr Mamadou Hébié, Associate Professor of International Law, Leiden University, member of the Permanent Court of Arbitration, member of the Bar of the State of New York,

Mr Olatoundji Francis Adanlao, Legal Officer,

Ms Meseret Fasil Assefa, Associate Legal Officer,

Mr Sâ Benjamin Traoré, Associate Professor of Public Law, Faculty of Governance, Economics and Social Sciences, Mohamed VI Polytechnic University, Rabat,

Mr Idriss Paul-Armand Fofana, Assistant Professor of Law, Harvard Law School, member of the Bar of the State of New York,

Mr Icarus Chan, member of the Bar of the State of New York, Solicitor of the Senior Courts of England and Wales.

M^{me} Raphaëlle Nollez-Goldbach, conseillère juridique,

M^{me} Juliette Chemillier, assistante des conseillers juridiques.

L'Union africaine est représentée par :

M^{me} Hajer Gueldich, conseillère juridique,

M. Mamadou Hébié, professeur associé de droit international à l'Université de Leyde, membre de la Cour permanente d'arbitrage, membre du barreau de l'État de New York,

M. Olatoundji Francis Adanlao, juriste,

M^{me} Meseret Fassil Assefa, juriste adjointe,

M. Sâ Benjamin Traoré, professeur associé de droit public à la faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales de l'Université Mohamed VI Polytechnique, Rabat,

M. Idriss Paul-Armand Fofana, professeur adjoint de droit à la faculté de droit de l'Université de Harvard, membre du barreau de l'État de New York,

M. Icarus Chan, membre du barreau de l'État de New York, *Solicitor* près les juridictions supérieures d'Angleterre et du pays de Galles.

The PRESIDENT: Please be seated. Good afternoon. The sitting is now open.

The Court meets this afternoon to hear Tunisia, Vanuatu, the League of Arab States, the Organisation of Islamic Cooperation and the African Union on the question submitted by the General Assembly. Each of the delegations has been allocated 30 minutes for its presentation. The Court will observe a short break after the presentation of the League of Arab States.

Je donne à présent la parole à la délégation de la Tunisie. J'appelle à la barre M^{me} Hanine Ben Jrad. Madame, je vous en prie.

M^{me} BEN JRAD :

1. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, c'est pour moi un honneur de me présenter devant votre haute juridiction afin d'exposer le point de vue de la République tunisienne sur la demande d'avis consultatif dont la Cour est actuellement saisie et qui concerne le droit inaliénable du peuple palestinien au secours international nécessaire à sa survie en tant que groupe national.

2. La Tunisie participe à cette procédure de par sa conviction de l'importance cruciale que revêt l'avis demandé dans la consolidation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et dans la confirmation du rôle central de l'Organisation des Nations Unies dans l'acheminement d'une aide humanitaire et d'une aide au développement au peuple palestinien, nécessaires à la réalisation de ce droit.

3. La Tunisie n'hésitera pas, dans ce qui suit, à exposer les obligations de l'entité sioniste en tant que puissance occupante (I) et en tant que Membre des Nations Unies (II), en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé. Cet exposé ne saurait, en aucun cas, être considéré comme un acte de reconnaissance. La Tunisie ne reconnaît pas l'entité sioniste et n'entretient pas de relations avec elle. Il n'en reste pas moins que cette dernière est responsable de ses actes en tant que puissance occupante et de ses engagements en tant que Membre des Nations Unies. Nous exposerons, enfin, les conséquences juridiques attachées à la méconnaissance systématique de ces obligations (III). Il nous faut, toutefois, à titre préalable, montrer que la Cour est compétente et qu'il n'y a aucune raison décisive justifiant l'exercice de son pouvoir discrétionnaire.

4. La Tunisie ne doute pas que la Cour soit compétente. La question sur laquelle la Cour est priée de donner son avis est une question éminemment juridique. Elle concerne le statut juridique de l'ONU, d'autres organisations internationales et des États tiers présents dans le Territoire palestinien occupé et les obligations, évidemment juridiques, de l'entité sioniste qui en découlent.

5. Aux termes de la résolution 79/232 de l'Assemblée générale, la demande de cet avis consultatif trouve à son origine « une divergence de vues entre l'Organisation des Nations Unies et l'État d'Israël quant à, entre autres, l'interprétation ou l'application de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, à laquelle Israël est partie »¹. Or, une divergence de vues sur l'interprétation ou l'application d'une convention est la définition même d'un différend juridique.

6. Par ailleurs, la Tunisie ne voit pas de « raisons décisives » permettant à la Cour d'user de son pouvoir discrétionnaire de ne pas donner cet avis.

7. D'abord, il ne s'agit pas d'une question bilatérale, pour qu'un éventuel défaut de consentement d'une partie au conflit « rend[le] le prononcé d[e l']avis consultatif incompatible avec le caractère judiciaire de la Cour »². Aux termes de la résolution 57/107 de l'Assemblée générale, la question de la Palestine « intéresse et préoccupe ... particulièrement l'Organisation des Nations Unies »³ qui a une « responsabilité permanente à assumer [concernant cette question] »⁴.

8. Ensuite, cet avis consultatif n'aurait pas d'incidence négative sur les travaux du Conseil de sécurité.

Le PRÉSIDENT : Excusez-moi de vous interrompre, mais puis-je vous demander de parler plus lentement ?

M^{me} BEN JRAD : D'accord, merci.

La résolution 79/232 est adoptée dans le cadre du « renforcement du système des Nations Unies ». Se déclarant « *gravement préoccupée* par les projets et mesures, y compris les lois,

¹ Nations Unies, Assemblée générale, résolution 79/232, par. 3.

² La Cour cite : *Sahara occidental, avis consultatif*, C.I.J. Recueil 1975, p. 25, par. 33 ; *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif*, C.I.J. Recueil 2004 (I), p. 118, par. 88-90.

³ *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avis consultatif du 19 juillet 2024*, par. 35.

⁴ Résolution 57/107 de l'Assemblée générale citée par la Cour, *ibid.*, *loc. cit.*

adoptés par Israël pour entraver ou empêcher la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies », l'Assemblée voulait préserver « le rôle essentiel joué par l'Organisation ... dans le règlement des conflits ».

9. Enfin, la question posée par l'Assemblée générale est simple, directe et ne part d'aucun postulat ou présupposition. La Cour ne saurait donc considérer, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, que cette question est biaisée.

I. LE MANQUEMENT DE L'ENTITÉ SIONISTE À SES OBLIGATIONS EN TANT QUE PUISSANCE OCCUPANTE

10. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, nous observerons dans la première partie de notre exposé, le manquement de l'entité sioniste à ses obligations en tant que puissance occupante. À cet effet, nous examinerons d'abord les obligations de cette dernière en ce qui concerne *la présence* de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations et d'États tiers en Territoire palestinien occupé (1). Nous analyserons ensuite ses obligations en ce qui concerne *l'activité* de l'Organisation, d'autres organisations et d'États tiers (2).

1. Obligations de l'entité occupante en ce qui concerne la présence de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci

11. Il ne fait aucun doute que la condition juridique de l'État de Palestine est celle d'un État dont le territoire est occupé. Il lui revient « le droit » d'exercer la plénitude de compétences sur son territoire. L'ineffectivité de l'exercice de sa souveraineté, étant la conséquence directe de l'occupation illicite, n'affecte en rien sa qualité d'État. L'État de Palestine jouit, de ce fait, du droit de légation passive qui se définit comme le droit de tout État « de recevoir les représentants diplomatiques des puissances étrangères »⁵ et qui est soumis, conformément à l'article 2 de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, au consentement mutuel. L'État de Palestine est en droit de recevoir, sur son territoire, des représentations diplomatiques d'États et d'organisations internationales. L'autorité occupante est dans l'obligation de respecter ce droit.

12. Constituent une violation de cette obligation :

⁵ M. Forteau, A. Miron et A. Pellet, *Droit international public*, Paris, LGDJ, 9^e éd., 2022, p. 1052, par. 707.

- 1) L'adoption par l'entité occupante, le 29 octobre 2024, d'une loi interdisant l'ouverture de nouveaux consulats étrangers à Jérusalem. Cette loi trouve son fondement dans la volonté de l'entité occupante d'empêcher toute aide extérieure aux Palestiniens. Ces consulats constituent leur seul lien physique avec le reste du monde.
- 2) La promulgation par la Knesset, le 28 octobre 2024, de deux lois portant cessation des activités de l'UNRWA⁶. Ces lois ont pour effet de mettre, techniquement, un terme aux activités de l'agence onusienne dans le territoire palestinien. Sans coordination avec l'autorité occupante, qui contrôle strictement toutes les entrées de cargaisons d'aide humanitaire et qui impose des visas au personnel de l'agence, il sera presque impossible pour cette dernière d'opérer en territoire palestinien. Ces lois vont, également, à l'encontre de l'article 64, paragraphe 2, de la quatrième convention de Genève qui limite le pouvoir de la puissance occupante de légiférer, aux actes nécessaires à l'application de la convention.
- 3) On se doit de signaler le refus systématique par l'autorité occupante d'autoriser l'accès au Territoire palestinien occupé aux mécanismes d'établissement des faits des Nations Unies ainsi qu'aux enquêteurs de la Cour pénale internationale. Ce refus prive les victimes de toute voie de recours effective et compromet la lutte contre l'impunité.

13. Pour reprendre les termes du Secrétaire général, l'entité occupante mène en territoire palestinien depuis des décennies « une occupation suffocante »⁷.

2. Obligations de l'entité sioniste en ce qui concerne les activités de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci

14. Pour ce qui concerne les activités de l'ONU, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé, il convient de rappeler que, dans son avis consultatif du 19 juillet 2024, la Cour relève que « les pouvoirs et devoirs de [l'entité occupante] dans le Territoire palestinien occupé sont régis par ... la quatrième convention de Genève et par le

⁶ Lettres identiques datées du 9 décembre 2024 adressées au président de l'Assemblée générale et à la présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (A/79/684-S/2024/892).

⁷ Discours du Secrétaire général des Nations Unies devant le Conseil de sécurité, en date du 24 octobre 2023, accessible à l'adresse suivante : <https://webtv.un.org/fr/asset/k12/k124fg2agb>.

droit international coutumier »⁸ et qu'« [u]n grand nombre des règles qui y sont énoncées ... incorporent des obligations revêtant, par essence, un caractère *erga omnes* »⁹.

15. Conformément à ce dispositif normatif, l'entité occupante est liée par l'obligation de permettre le libre passage de l'aide humanitaire. Elle est, également, liée par l'obligation de protéger les opérations humanitaires menées par les organismes de secours et de protection civile sur le Territoire palestinien occupé.

16. Conformément aux articles 55 et 56 de la quatrième convention de Genève, l'entité occupante veille à ce que les besoins fondamentaux de la population civile soient satisfaits. Au cas où elle n'est pas en mesure de le faire, elle est dans l'obligation, aux termes des articles 59 de la quatrième convention de Genève et 70, paragraphe 2, du protocole additionnel I aux quatre conventions de Genève, *d'accepter et de faciliter le passage rapide et sans encombre de tous les envois de secours en faveur de cette population*. Ces actions « pourront être entreprises soit par des États, soit par un organisme humanitaire impartial ».

17. Nous constatons, à cet égard, que la violation par l'entité occupante de son obligation intransgressible de permettre le libre accès à l'aide humanitaire est de nature persistante et systématique :

- Le 9 octobre 2023, l'entité occupante a imposé un siège complet de la bande de Gaza, coupé les ressources essentielles et la circulation des marchandises et limité fortement l'accès de la population à la nourriture et à l'eau, au carburant et à l'électricité.
- Malgré la reprise de l'aide après le 21 octobre 2023, des travailleurs humanitaires ont signalé que l'inspection et le contrôle de l'aide humanitaire par l'entité occupante avaient été lents, incompréhensibles et absurdes¹⁰. Ces mesures ont lourdement entravé l'entrée d'articles

⁸ *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avis consultatif du 19 juillet 2024*, par. 96.

⁹ *Ibid.*, loc. cit., citant *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 257, par. 79 et *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I)*, p. 199, par. 157.

¹⁰ A/HRC/56/CRP.4, par. 284-295.

humanitaires vitaux¹¹. Jusqu'à fin septembre 2024, « 83 % de l'aide alimentaire n'a pas pu entrer dans la bande de Gaza »¹².

— L'entité occupante a de nouveau imposé un blocus à l'enclave depuis le 2 mars 2025, affamant ainsi toute une population. Depuis cette date, aucun camion n'est entré dans Gaza¹³.

18. Il est à signaler, à cet égard, que le blocus prolongé de la bande de Gaza, imposé par l'entité occupante depuis 2007, a fait que la moitié de la population de Gaza souffrait déjà d'insécurité alimentaire. En connaissance de cause, l'autorité occupante utilisait l'entrave de l'aide humanitaire comme une arme de guerre. Plusieurs déclarations explicites de responsables de l'entité occupante « révèlent une intention d'instrumentaliser l'aide humanitaire pour atteindre des objectifs politiques et militaires et prendre la population de Gaza en otage »¹⁴. Certaines de ces déclarations dénotent, sans aucun doute, d'une intention génocidaire. En août 2024, le ministre des finances de l'entité occupante a déclaré qu'il était « justifié et moral » d'affamer l'ensemble de la population de Gaza.

19. Pour ce qui est de l'obligation de protéger l'action humanitaire, l'article 63 de la quatrième convention de Genève accordait déjà aux sociétés de secours le droit de poursuivre leurs activités sous occupation étrangère.

20. L'article 70 du protocole additionnel I stipule que les offres de secours ne seront considérées ni comme une ingérence dans le conflit armé ni comme des actes hostiles. À ce sujet, la Cour a relevé ce qui suit :

« Il n'est pas douteux que la fourniture d'une aide strictement humanitaire à des personnes ou à des forces se trouvant dans un autre pays, quels que soient leurs affiliations politiques ou leurs objectifs, ne saurait être considérée comme une intervention illicite ou à tout autre point de vue contraire au droit international. »¹⁵

21. L'article 63 du protocole additionnel I impose à la puissance occupante d'accorder aux organismes de protection civile *les facilités nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches ; il*

¹¹ www.timesofisrael.com/smotrich-it-may-be-justified-to-starve-2-million-gazans-but-worldwont-let-us/.

¹² A/79/384.

¹³ <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1154611>.

¹⁴ Nations Unies, doc. A/79/171, rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, « Famine et droit à l'alimentation, notamment dans le contexte de la souveraineté alimentaire du peuple palestinien », par. 49-50.

¹⁵ *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, p. 124, par. 242.

interdit de les contraindre à accomplir leurs missions d'une façon préjudiciable en quoi que ce soit aux intérêts de la population civile.

22. Cette protection s'applique-t-elle aux organisations internationales opérant en Territoire palestinien occupé ?

23. L'article 61 du protocole additionnel I définit la « protection civile » comme l'accomplissement de tout ou partie des tâches humanitaires visant à « protéger la population civile contre les dangers des hostilités ou des catastrophes, à l'aider à surmonter leurs effets immédiats et à assurer les conditions nécessaires à sa survie ». Cette définition repose sur les fonctions exercées, indépendamment de la nature de l'entité qui les accomplit.

24. Il en résulte que tout organisme, onusien ou autre, autorisé par l'autorité palestinienne à exercer, dans le Territoire palestinien occupé, ces fonctions humanitaires peut être considéré comme un « organisme de protection civile » au sens de l'article 63 du protocole additionnel I, dès lors que ses activités poursuivent les objectifs précités.

Ceci étant, l'UNRWA n'est pas une société de protection civile *de jure*, n'étant définie comme telle par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale ; elle l'est *de facto*.

25. Nombreuses sont les violations enregistrées de cette protection à l'action humanitaire depuis le déclenchement de la guerre contre Gaza. Nous citerons à titre indicatif :

- Les opérations militaires de l'entité occupante prenant pour cible, presque d'une manière systématique, les locaux de l'UNRWA. Depuis le début de la guerre à Gaza, 311 installations de l'agence onusienne ont été endommagées, 290 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués, ce chiffre constitue le plus grand nombre de morts jamais enregistré parmi le personnel des Nations Unies dans un conflit récent.
- Le 9 décembre 2023, lors d'une mission à haut risque menée à l'hôpital Al-Ahli, le convoi de l'OMS a été inspecté au poste de contrôle de Wadi Gaza. Le personnel a vu l'un d'entre eux menacé d'une arme, puis harcelé, battu, déshabillé et fouillé¹⁶.

¹⁶ <https://www.who.int/fr/news/item/12-12-2023-who-calls-for-protection-of-humanitarian-space-in-gaza-following-serious-incidents-in-high-risk-mission-to-transfer-patients--deliver-health-supplies>.

- Le 23 juillet 2024, un véhicule de l'UNICEF, clairement identifié, a été touché par des balles alors qu'il se préparait à récupérer cinq jeunes enfants afin de les réunir avec leur père après que leur mère a été tuée¹⁷.
- Dans la soirée du 27 août 2024, une équipe du Programme alimentaire mondial (PAM) a essuyé des tirs à quelques mètres d'un point de contrôle israélien sur le pont de Wadi Gaza¹⁸.
- Le 23 mars 2025, 15 secouristes et travailleurs humanitaires ont été tués par des tirs israéliens à Rafah. Les dépouilles ont été retrouvées dans une fosse commune¹⁹.

II. LE MANQUEMENT DE L'ENTITÉ OCCUPANTE À SES OBLIGATIONS EN TANT QUE MEMBRE DES NATIONS UNIES

26. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges de la Cour, les politiques menées par l'entité occupante — contre toute aide humanitaire ou aide au développement fournies ou facilitées par l'Organisation, par d'autres organisations internationales ou par des États tiers en Territoire palestinien occupé — sont en infraction avec ses obligations en vertu de la Charte ainsi qu'avec ses obligations en vertu de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies à laquelle elle a adhéré en date du 21 septembre 1949.

1. Obligations de l'entité occupante en vertu de la Charte des Nations Unies

a) Obligation de respecter le droit du peuple palestinien à l'autodétermination

27. Il est de toute évidence que ces politiques sont en infraction avec l'article premier de la Charte relatif au droit à l'autodétermination reconnu au peuple palestinien comme « inaliénable » par la résolution 3236 de l'Assemblée générale.

b) Obligation d'assister l'Organisation dans toutes ses actions et de lui accorder la protection nécessaire

28. Elles sont également en infraction, pour ce qui est de l'activité des agences onusiennes dans le territoire palestinien, avec l'article 2, alinéa 5, de la Charte relative à l'obligation d'assister l'Organisation dans toutes ses actions et de lui accorder la protection nécessaire.

¹⁷ <https://www.unicef.fr/article/gaza-chaque-semaine-qui-passe-les-familles-sont-confrontees-a-de-nouvelles-horreurs/>.

¹⁸ <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/suspension-temporaire-des-deplacements-du-personnel-du-pam-dans-la-bande-de-gaza>.

¹⁹ <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1154446>.

c) Obligation de remplir ses obligations de bonne foi

29. D'autres obligations en vertu de la Charte méritent d'être développées. D'abord, le principe de remplir ses obligations de bonne foi. Cette obligation figure dans l'article 2, paragraphe 2, de la Charte. Elle conditionne le statut même de Membre des Nations Unies. L'article 4 stipule : « Peuvent devenir Membres des Nations Unies tous autres États pacifiques qui acceptent les obligations de la présente Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire. »

30. L'entité occupante est-elle disposée à remplir ses obligations en vertu de la Charte ? La réponse est, évidemment, négative. Le non-respect des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à l'acheminement de l'aide humanitaire, le fait que l'entité occupante se soit abstenue de prévenir ou de réprimer les actes génocidaires en dépit des mesures conservatoires de la Cour et, enfin, la non-reconnaissance par l'entité occupante du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et des toutes les résolutions y afférentes montrent, sans le moindre doute, que l'entité occupante a constamment manqué à son devoir en vertu de la Charte de remplir ses obligations de bonne foi.

2. Obligations de l'entité occupante en vertu des résolutions onusiennes relatives aux réfugiés et au droit au retour

31. Méritent aussi d'être développées les obligations découlant des résolutions onusiennes relatives aux réfugiés et au droit au retour. Créé par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale du 8 décembre 1949, l'UNRWA avait pour mission de « venir en aide aux réfugiés de Palestine en leur portant secours pour empêcher que la famine et la détresse ne règnent parmi eux ». La résolution stipule que cette mission est « sans préjudice des dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) »²⁰ sur le droit au retour des réfugiés palestiniens ayant fui la guerre de 1948-1949.

32. Toutes les lois et mesures prises par l'entité occupante contre l'activité de l'UNRWA constituent une violation à cette protection onusienne aux réfugiés, à la résolution 2443 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1968 qui reconnaît le caractère essentiel et inaliénable du droit au retour des réfugiés de Palestine et le relie au droit fondamental à l'autodétermination, ainsi qu'à

²⁰ Nations Unies, Assemblée générale, résolution 302, par. 5.

la convention relative au statut des réfugiés de 1951 ratifiée par l'entité occupante en date du 1^{er} octobre 1954.

LE PRÉSIDENT : Excusez-moi, Madame, veuillez parler plus lentement.

Mme BEN JRAD :

33. Ceci étant, les lois adoptées contre l'UNRWA, fondées sur des allégations non étayées et sans aucune preuve à l'appui²¹, dissimulent, vu la performance opérationnelle exceptionnelle de l'agence, une volonté politique de liquider la question des réfugiés palestiniens. Elles constituent une preuve de plus de l'intention génocidaire de l'entité occupante.

3. Obligations de l'entité occupante en vertu de la convention sur les privilèges et immunités de l'ONU

34. Aux termes de la section 30 de la convention, « [t]oute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention sera portée devant la Cour internationale de Justice ». L'avis de la Cour, à cet égard, « sera accepté par les parties comme décisif ».

35. L'entité occupante a adhéré, sans réserve, en date du 21 septembre 1949 à la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946. La section 34 de la même convention stipule que « lorsqu'un instrument d'adhésion est déposé par un Membre quelconque, celui-ci doit être en mesure d'appliquer, en vertu de son propre droit, les dispositions de la présente convention ». Par conséquent, le droit interne doit être en conformité avec la convention et doit permettre sa mise en œuvre.

36. Il en résulte que les lois portant cessation de l'activité de l'UNRWA n'affectent en rien les engagements de l'entité occupante, en matière de privilèges et immunités à l'égard des locaux et du personnel de l'agence onusienne. Il s'agit là d'une obligation inhérente à son statut de Membre des Nations Unies. La section 35 stipule que la convention « restera en vigueur entre l'Organisation des Nations Unies et tout Membre qui aura déposé son instrument d'adhésion, tant que ce Membre sera Membre de l'Organisation ».

²¹ A/79/716-S/2025/18, p. 4-5, lettres identiques datées du 8 janvier 2025 adressées au président de l'Assemblée générale et au président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général.

37. Par ailleurs, les violations de fait, par l'entité occupante, de la convention sur les privilèges et immunités de l'ONU sont nombreuses. Nous avons déjà étayé, dans les sections précédentes, certains incidents en transgression de la section 3 sur l'inviolabilité des locaux de l'Organisation et de la section 18 relative aux immunités du personnel de l'Organisation. À cela s'ajoute le retard, le refus ou l'octroi à courte durée des visas au personnel onusien des différentes agences présentes dans le Territoire palestinien occupé, et ce, en violation de la section 25 de ladite convention.

III. CONSÉQUENCES JURIDIQUES DES VIOLATIONS PAR L'ENTITÉ OCCUPANTE DE SES OBLIGATIONS

38. Les politiques et actions menées par l'entité occupante pour restreindre la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États dans le Territoire palestinien occupé en vue de les empêcher d'assurer et de faciliter l'acheminement d'articles de première nécessité, essentiels à la survie de la population civile palestinienne ainsi que des services de base et d'une aide au développement dans l'intérêt de cette population, constituent des violations graves du droit international. Il découle de ces violations :

1. Les conséquences juridiques particulières des violations graves des obligations *erga omnes*

39. Ces obligations sont notamment : le droit à l'autodétermination ; les règles fondamentales du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et l'interdiction du génocide. Il résulte des violations de ces obligations les conséquences suivantes :

- L'entité occupante ne peut pas se prévaloir ni de la légitime défense, ni de la sécurité ou de l'ordre public pour exclure sa responsabilité ou justifier ses actes. Elle n'est pas, non plus, en droit de recourir aux contre-mesures.
- L'obligation de tous les États de coopérer pour mettre fin aux violations commises par l'entité occupante et de ne pas reconnaître leur légalité.
- Le droit à tous les États d'invoquer la responsabilité de l'entité occupante et d'exiger la cessation de ces violations étant donné que « [l']obligation violée est due à la communauté internationale dans son ensemble »²². Nous soulignons, à cet égard, que l'arrêt de la guerre ne suffira pas à

²² Commission du droit international, Projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, art. 48.

réparer les vies brisées ou à guérir leurs traumatismes. Les violations doivent être signalées, ainsi que les conséquences juridiques qui en découlent. Les responsabilités doivent être établies.

2. Les conséquences de la violation des conventions internationales relatives aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et des États

40. Les lois internes adoptées à l'encontre de ces conventions internationales doivent être considérées, par tous les États et par l'Organisation comme inopposables et sans valeur. L'article 27 de la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 dispose en effet qu'« une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité ». Ce principe a été codifié par l'article 32 du Projet d'articles de la Commission du droit international relatif à la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite.

3. Les conséquences de la violation persistante des principes de la Charte des Nations Unies

41. Tout en ayant conscience que la recommandation du recours à l'article 6 de la Charte des Nations Unies relève des prérogatives du Conseil de sécurité, nous estimons que les conditions de sa mise en œuvre sont, en l'occurrence, réunies. Cet article prévoit ce qui suit : « Si un Membre de l'Organisation enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la présente Charte, il peut être exclu de l'Organisation ». À cet égard, la Tunisie exhorte tous les États Membres d'user de tous les moyens dont ils disposent pour retrouver l'esprit de la Charte.

42. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, je vous remercie de votre attention.

The PRESIDENT: Je remercie la représentante de la Tunisie pour sa présentation. I now invite the next participating delegation, Vanuatu, to address the Court and I call upon Mr Arnold Kiel Loughman to take the floor.

Mr LOUGHMAN:

**I. INTRODUCTION AND OVERVIEW OF ENVIRONMENTAL
DEGRADATION IN GAZA**

1. Mr President, distinguished Members of the Court, it is an honour to appear before you today on behalf of the Republic of Vanuatu in these important advisory proceedings. I am Arnold Kiel Loughman, Attorney General of Vanuatu. I am joined by Professor Margaretha Wewerinke-Singh, who will address the Court following my remarks.

2. We come before you today compelled by our nation's history, our deep commitment to the principles of the UN Charter and our enduring commitment to the fundamental right of all peoples to self-determination. Like the Palestinian people, Vanuatu understands the vital connection between sovereignty, land and freedom from colonial and foreign domination.

3. Vanuatu itself is a nation forged in the crucible of colonialism and a determined struggle for independence. We achieved sovereignty relatively recently, in 1980, after decades under a complex colonial condominium. Our national motto, "*Long God Yumi Stanap*" — In God We Stand — reflects our reliance on faith and our connection to the land and the waters, the foundation of our identity and survival. This history instils in us a deep empathy and unwavering solidarity with all peoples still striving to exercise their fundamental right to determination, to determine their own political status and freely pursue their economic, social and cultural development.

4. Vanuatu's contribution to the present proceedings also stems from our lived reality as a nation on the front lines of the climate crisis. We face an existential threat driven by forces beyond our borders. Climate impacts such as rising sea levels, intensifying cyclones and various forms of ecosystem degradation are undermining our traditional way of life.

The PRESIDENT: Excuse me, Sir, could you please speak more slowly? Thank you.

Mr LOUGHMAN: Thank you, Sir.

They threaten to render our islands uninhabitable. This experience informs our understanding that a people's connection to their environment, their land, their waters is not merely symbolic; it is existential. It is the bedrock upon which culture, identity, economy and the very possibility of a self-determined future are built.

5. Before I proceed, let me express Vanuatu's alignment with the vast majority of participants on core issues raised in these proceedings. The general applicability of international humanitarian law, including the Hague Regulations of 1907 and the Fourth Geneva Convention of 1949, and international human rights law, to the occupied Palestinian territories, is beyond question. Israel, as the occupying Power and a member of the United Nations, bears specific obligations under these régimes to ensure the welfare of the protected population and to facilitate, not hinder, humanitarian access and assistance provided by the United Nations, and its agencies, other international organizations and third States. This requires an immediate end to the bombardments, incursions and blockade of Gaza. The obligations concerning the provision of essential supplies like food, water, medicine and shelter, and basic services like healthcare and sanitation, are clear and non-derogable.

6. To avoid repetition and contribute most effectively to the Court's deliberations, Vanuatu seeks to focus its detailed submissions on a specific, yet fundamental, element of the question posed: the right to self-determination and its ecological dimension. As many participants noted, the Palestinian people's right to self-determination is central to the legal question before us. This right is not an abstract concept; it is exercised by a people *in relation* to a territory and its resources²³. Destroying or degrading the Palestinian environment is tantamount to destroying the material basis upon which Palestinian self-determination can be built and sustained. This is particularly pertinent in the context of relentless bombardments, incursions, water shortages, toxicity and deliberate withholding of life-sustaining necessities²⁴.

7. Mr President, Madam Vice-President, the facts reveal a pattern of severe and escalating environmental degradation directly linked to the conduct of the occupying Power. First, the record shows that over 1.9 million Palestinians in Gaza alone have been repeatedly uprooted — in many cases refugees for a second or third time — through bombardment, starvation and forcible transfer

²³ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, para. 240; see UN General Assembly Resolution 1803 (XVII), Permanent Sovereignty over Natural Resources (14 December 1962) (<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2025-01/Sovereignty-over-natural-resources-GA-res-1803-XVII.pdf>). See also, Common Article 1 (2) of the ICCPR and ICESCR; Human Rights Committee, *General Comment No. 12: Article 1 (Right to Self-determination)* (21st session, 1984), para. 5.

²⁴ See Written Statement of Palestine, para. 3.8; Written Statement of Bangladesh, para. 31; CR 2025/3, p. 66, para. 13 (Palestine). See, also, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, and Israel, 14 June 2024, A/HRC/56/26, para. 102 (<https://docs.un.org/en/A/HRC/56/26>).

policies announced at the highest level of the occupying Power²⁵. Each such displacement severs a people from the soil that sustains them: ancient olive terraces, Ba’li dry-farming plots and coastal aquifers.

8. Second, UN reports consistently highlight the contamination and depletion of water sources in Gaza, exacerbated by the destruction of desalination plants, wells and sewage infrastructure²⁶. Across the OPT, restrictions on access to water and the control over water resources²⁷ violate fundamental rights, such as those to health, food and water itself. Vast swathes of agricultural land, crucial for Palestinian food security, have been damaged or destroyed by military operations, infrastructure projects associated with settlements and restrictions on access²⁸. This includes the razing of olive groves, which hold deep cultural and economic significance. These are not collateral mishaps; they are patterns of slow and fast ecological violence that, in the words of the Women’s International League for Peace and Freedom, amount to “the ecocide of Palestine”²⁹.

9. Military violence forms a distinct part of this onslaught. The destruction of infrastructure generates enormous quantities of debris, often containing hazardous materials like asbestos and unexploded ordnance³⁰. The collapse of waste management systems causes severe health impacts and long-term soil and water contamination³¹. Munitions residue further contaminates ecosystems³².

²⁵ UN, “Press Conference by Andrea De Domenico, Head of OCHA’s OPT office” (3 July 2024) ([https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-153-situation-gaza-strip-and-westbank-including-east-jerusalem](https://www.un.org/unispal/document/watch-palestine-humanitarian-situation-ocha-03jul24/#:~:text=UN%20top%20humanitarian%20official%20in,%2C%20unfortunately%2C%20since%20October.%E2%80%9D); UNRWA, “UNRWA Situation Report #153 on the Humanitarian Crisis in the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem” (4 January 2025) (<a href=)).

²⁶ See, e.g., “Hostilities in the Gaza Strip and Israel | Flash Update #160” (UN OCHA, 1 May 2024) (<https://www.unocha.org/publications/report/occupied-palestinian-territory/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-160-enarhe>); S. Ferguson & T. Su, “UNICEF Aids Children Caught in Water and Sanitation Crisis in Gaza” (UNICEF USA, 19 July 2024) (<https://www.unicefusa.org/stories/unicef-aids-children-caught-water-and-sanitation-crisis-gaza>).

²⁷ See, e.g., “Water For One People Only: Discriminatory Access and ‘Water-Apartheid’ in the OPT” (Al-Haq, 8 April 2013) (<https://www.alhaq.org/publications/6762.html>); “The Occupation in Its 51st Year” (B’Tselem, 2017) (https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/51st_year_of_occupation_eng.pdf).

²⁸ See, e.g., “FAO response to global food security challenges: On the ground in Gaza” (UN FAO, 2025) (<https://www.fao.org/in-focus/gaza/en?continueFlag=1183685fbf19d0b6b6740bcc81c2ab89>).

²⁹ See, Women’s International League for Peace & Freedom, “The Ecocide of Palestine” (Blog Series) (<https://www.wilpf.org/the-ecocide-of-palestine/>).

³⁰ See, e.g., “Environmental impact of the conflict in Gaza: Preliminary assessment of environmental impacts” (UNEP, 2024) (https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2024/06/environmental_impact_conflict_Gaza.pdf).

³¹ *Ibid.*

³² See A. Kellay, “Pollution Politics: Power, Accountability and Toxic Remnants of War” (*Toxic Remnants Of War Project*, 2014) (https://ceobs.org/wp-content/uploads/2018/01/WEB_READY%E2%80%9393TRW_Pollution_Politics_Report.pdf); “Environmental impact of the conflict in Gaza: Preliminary assessment of environmental impacts” (UNEP, 2024) (https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2024/06/environmental_impact_conflict_Gaza.pdf).

Coastal ecosystems, terrestrial habitats and biodiversity are inevitably impacted by conflict, pollution and land degradation, further diminishing the natural heritage available to the Palestinian people³³.

10. The attacks on Palestinian ecosystems have profound, direct consequences for the Palestinian civilian population, impacting their health, food security, livelihood and cultural connection to the land, and leading to further displacement, aggravating the violation of Palestinian refugees' right to return. These human impacts are not uniform; they disproportionately affect women, children, farmers and fishers, the elderly, persons with disabilities and other disadvantaged groups. Cumulatively, these impacts severely undermine the prospects for sustainable development and the exercise of self-determination by both present and future generations of Palestinians.

11. Mr President, the activities of the United Nations — including UNRWA — and those of other international organizations and third States are crucial, not only for immediate humanitarian relief but also for assessing, mitigating and repairing this environmental damage. They play a vital role in providing safe water, restoring sanitation, supporting sustainable agriculture, clearing rubble and planning for long-term environmental rehabilitation.

12. Therefore, Israel's obligation, as queried by the General Assembly, must encompass ensuring unhindered access and activities related to Palestinian-led environmental stewardship and rehabilitation. Continuing life-destroying hostilities, blocking the import of necessary equipment for water purification or waste management, or preventing access to damaged agricultural land for rehabilitation contravenes these obligations. The right to self-determination reinforces these obligations, bearing in mind that the environmental viability of the OPT is inextricably linked to the survival and future of the Palestinian people. The obligations at stake in these proceedings must, therefore, be interpreted and applied in a manner that recognizes and protects this vital connection. As indigenous peoples around the world understand all too well, for Palestinians, land is not merely property, but "the very source of life"³⁴ and its destruction goes to the heart of the prospects of a sustainable future.

³³ See "State Of Palestine Fifth National Report To The Convention On Biological Diversity" (CBD, 2015) (<https://www.cbd.int/doc/world/ps/ps-nr-05-en.pdf>); "Environmental impact of the conflict in Gaza: Preliminary assessment of environmental impacts" (UNEP, 2024) (https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2024/06/environmental_impact_conflict_Gaza.pdf).

³⁴ E. Cusato & S. Tamburello, "Ecological Violence Fast and Slow: International Law, Natural Resources in the OPT, and the ICJ Advisory Opinion" (2025) 14 (1) *ESIL Reflections* (quoting Mohamed Al Bakri, Chairman of Union of

13. Mr President, these considerations lead directly to the legal arguments concerning the nature and scope of the relevant obligations, which Professor Wewerinke-Singh will now elaborate upon.

14. I thank you, Mr President and distinguished Members of the Court, for your attention. I now ask you to invite Professor Wewerinke-Singh to continue Vanuatu's submissions.

The PRESIDENT: I thank Mr Loughman. I now invite Professor Margaretha Wewerinke-Singh to address the Court. You have the floor, Madam.

Ms WEWERINKE-SINGH:

II. OBLIGATIONS UNDER THE ECOLOGICAL DIMENSION OF THE RIGHT TO SELF-DETERMINATION AND THE LEGAL CONSEQUENCES OF BREACHES

1. Mr President, Madam Vice-President, distinguished Members of the Court, it is an honour to follow the Attorney General of Vanuatu and to present the second part of Vanuatu's oral statement. My submissions will unfold as follows. I will first address the legal character of the right to self-determination, including its *jus cogens* status, and the implications thereof. Second, I will elaborate on the normative content of this right, submitting that it necessarily includes an ecological dimension, with correlating obligations. Third, I will set out the legal consequences of breaches of these obligations. I will conclude by outlining how these primary and secondary obligations directly inform the answer to the question posed by the General Assembly and suggest specific points for the Court's clarification.

1. The right to self-determination as a *jus cogens* norm and its implications

2. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, the right to self-determination forms a central part of the question posed by the General Assembly as many before us have highlighted and it is particularly important to the answer. First, its *jus cogens* status means that the right permits no derogation³⁵. Obligations flowing from it cannot be set aside by treaty or

Agricultural Work Committees Gaza) (<https://esil-sedi.eu/wp-content/uploads/2025/01/00-ESIL-Reflections-Vol-14-Issue-1-Cusato-and-Tamburello-27JAN25.pdf>).

³⁵ United Nations, Vienna Convention on the Law of Treaties between States and International Organizations or between International Organizations, Vienna, 12 March 1986 (A/CONF.129/15) ("VCLT"), Art. 53.

acquiescence. Second, it has interpretive implications: it requires that every treaty provision, every rule of custom, every general principle of law applicable, must be interpreted to safeguard the Palestinian people's ability to exist on, and with, their land³⁶. Also in practice, as this Court has emphasized, the right to self-determination "cannot be subject to conditions"³⁷. Third, the right to self-determination generates obligations *erga omnes*³⁸, meaning that all States and international organizations have a legal interest in its realization.

3. This brings me to the fourth point, which concerns legal consequences. This point requires a bit more elaboration. Many before us already highlighted this Court's finding that Israel's unlawful policies and practices in the Occupied Palestinian Territory violate the Palestinian people's right to self-determination — a violation which, as the Court indicated, is aggravated by its prolonged character³⁹. The Court also elaborated the legal consequences attaching to this breach for the international community as a whole⁴⁰. The references in resolution 79/232 to this opinion and to the right to self-determination, including in the question itself, clearly signal that these legal consequences are intertwined with the "obligations" the Court has been asked to clarify. As counsel for Palestine argued, dissociating these secondary obligations from primary obligations would be artificial: both are part of the system of international responsibility⁴¹. The question's focus on the obligations "of Israel" does not suggest otherwise, as these obligations are relational, that is: "in

³⁶ International Law Commission, Draft conclusions on identification and legal consequences of peremptory norms of general international law (*jus cogens*), with commentaries, *Yearbook of the International Law Commission*, 2022, Vol. II, Part Two, A/77/10, pp. 79-81 (commentary on draft conclusion 20).

³⁷ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, para. 233; see paras. 243, 257.

³⁸ *East Timor (Portugal v. Australia)*, Judgment, I.C.J. Reports 1995, p. 102, para. 29; *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), pp. 172, 199, paras. 88, 155-156; *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019 (I), p. 139, para. 180; Draft Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, with commentaries, Yearbook of the International Law Commission, 2001, Vol. II, Part Two, as corrected, art. 40, commentary, para. 5; UN Human Rights Committee, *General Comment No. 12: Article 1 (Right to Self-determination)* (13 March 1984), UN doc. HRI/GEN/1/Rev.9, para. 6; Marcelo G. Kohen, "Self-Determination" in Jorge E Viñuales (ed.), *The UN Friendly Relations Declaration at 50 An Assessment of the Fundamental Principles of International Law* (Cambridge University Press, 2020) 153.

³⁹ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, para. 243.

⁴⁰ *Ibid.*, para. 279; see also *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), p. 200, para. 159.

⁴¹ CR 2025/4, pp. 10-11, para. 2 (Palestine).

relation to the presence and activities” of the United Nations, other international organizations and third States.

4. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, answering the question thus requires a reality check; one that is not just factual — what is the law in the face of atrocities? — but also deeply normative — what is the law in a context of persistent, progressively aggravated violations⁴² of *jus cogens* norms? The inseparability of primary and secondary norms has seldom been so clearly illustrated as in the present case. Here, imposing a firm separation between the two categories would create a type of “alternative law”, completely detached not just from the real world and the facts before us, but from the normative reality of international law. For even an undergraduate student of international law will know that a breach of international obligations entails legal consequences, which arise “automatically”⁴³ and as a matter of hard, indisputably binding law. They do not evaporate following a Court’s pronouncement on their existence; they remain real and binding for as long as the breach continues⁴⁴, shaping the legal relationships referenced in the question and demanding integration into the answer.

2. The ecological dimension of self-determination

5. Mr President, Members of the Court, Vanuatu submits that the right to self-determination inherently encompasses an ecological dimension, which gains a specific meaning in the context of occupation. This dimension is rooted in each of the four elements of self-determination identified in the Court’s 2024 Opinion⁴⁵. Territorial integrity is violated where the territory itself is turned into ecological ruin. Environmental displacement undermines the integrity of the Palestinians as a people, altering demographics and severing relationships to their land and water. The right to exercise

⁴² See *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, para. 243.

⁴³ See Draft Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, with commentaries, Yearbook of the International Law Commission, 2001, Vol. II, Part Two, as corrected, art. 31, commentary, para. 4.

⁴⁴ *Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening), Judgment, I.C.J. Reports 2012 (I)*, pp. 153-154, para. 137. See Draft Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, with commentaries, Yearbook of the International Law Commission, 2001, Vol. II, Part Two, as corrected, art. 29, commentary, paras. 2, 4, art. 30, commentary, paras. 1, 5, 7.

⁴⁵ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, paras. 236-241.

permanent sovereignty over natural resources⁴⁶ is violated where those resources are destroyed, depleted or rendered unusable. Likewise, a people cannot freely determine their political status and pursue their economic, social and cultural development when their land is ruined. A key point here is that the Palestinian people's relationship to their land and natural resources is not simply a political or economic calculation, but part of their culture and identity as a people, and thus must be protected as an essential ecological dimension of their self-determination.

6. Accordingly, Vanuatu contends that the obligation to support the Palestinian people's right to self-determination entails a distinct obligation to respect and help restore their historic relationship with the land⁴⁷. Israel's duties as a UN Member State — including under Article 56 of the UN Charter — reinforce this obligation. Further, international humanitarian law offers relevant safeguards that must be respected in partial fulfilment of this obligation. In particular, Article 55 of the Hague Regulations of 1907 obliges the occupying Power to “safeguard the capital” of natural resources for the people under occupation⁴⁸. Any destruction or wasteful or negligent exploitation of land, water or biodiversity by the occupying Power constitutes a breach of that obligation⁴⁹. Articles 53, 55 and 56 of the Fourth Geneva Convention require protection of property indispensable to civilian survival⁵⁰ — in Vanuatu's submission, this includes soil, aquifers and sanitation systems.

7. Equally relevant is the obligation to allow and facilitate rapid and unimpeded passage of humanitarian relief for civilians in need, including essential supplies and basic services. This rule must be interpreted to include ensuring safe and unhindered access for personnel and equipment needed for water purification and sanitation; environmental health monitoring and response;

⁴⁶ UN General Assembly resolution 1803 (XVII), Permanent Sovereignty over Natural Resources (14 December 1962) (<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2025-01/Sovereignty-over-natural-resources-GA-res-1803-XVII.pdf>); see also *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I)*, p. 184, para. 122.

⁴⁷ Al-Haq Position Paper, “ICJ Advisory Opinion on the Legal Consequences Arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem” (2023) (https://www.alhaq.org/cached_uploads/download/2023/07/29/icj-advisory-opinion-1690635145.pdf).

⁴⁸ Regulations concerning the Laws and Customs of War on Land, Annex to the Geneva Convention (IV) respecting the Laws and Customs of War on Land and its annex (adopted 18 October 1907, entered into force 26 January 1910) 205 CTS 277 (Hague Regulations).

⁴⁹ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, para. 124. See also Rio Declaration on Environment and Development, 1992, UN doc. A/CONF.151/26 (Vol. 1), Principle 23.

⁵⁰ Geneva Convention on the Protection of Civilian Persons in Time of War, adopted on 12 August 1949 (Fourth Geneva Convention).

assessment and clean-up of pollution and hazardous waste; support for sustainable agriculture and rehabilitation of damaged land; and monitoring and protection of biodiversity and natural resources⁵¹. As Bolivia and others have noted, these obligations go to the heart of the law of State responsibility: they are not merely primary obligations of Israel, but concern attempts by members of the international community to discharge their own obligations to end or at least mitigate serious breaches of *jus cogens* norms.

8. International human rights law applies concurrently and enshrines rights to life, health, food, water and culture, each contingent on a clean, healthy and sustainable environment — itself a universal right inseparable from self-determination⁵². Actions that cause severe environmental degradation breach a range of *erga omnes* obligations arising from these rights, and from the right to self-determination.

9. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, international human rights law demands particular attention for the intersectional dimensions of ecological harm. Environmental destruction strikes vulnerable or marginalized groups with particular force⁵³. Pregnant women who are forced to give birth in inhumane and unsafe conditions absent clean water; children who survive atrocities may die of exposure to toxins or famine, detached from their ancient cultural heritage of food sovereignty and reciprocity with the land; elders can no longer pass on these traditions where they, and the land, are met with unspeakable violence and destruction. These intersectional impacts not only reveal human rights violations but also an existential threat to the Palestinian people as a whole, violating their right to self-determination. Moreover, they aggravate the ongoing breach of Article 3 of CERD established by this Court in its 2024 Opinion⁵⁴.

10. The intergenerational impacts of ecological harm require specific normative attention. On this point, Vanuatu submits that the principle of intergenerational equity — demanding that present actions do not compromise the ability of future generations to meet their own needs and exercise

⁵¹ *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*, Judgment, I.C.J. Reports 1997, pp. 77-78, para. 140 (referencing the need to reconcile economic development with environmental protection).

⁵² WS Vanuatu, paras. 55-58.

⁵³ See e.g. WS Vanuatu, para. 29.

⁵⁴ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, para. 229.

their rights⁵⁵— is applicable as a general principle of law that informs the content of self-determination. Contaminating aquifers, destroying fertile soil, decimating ancient olive groves — these actions constitute serious breaches of the right to self-determination, as they deny future generations of Palestinians the resources and healthy environment necessary to build a sustainable society and exercise their own right to self-determination.

11. Finally, the obligation to promote the Palestinian people's right to self-determination implies a positive duty to co-operate with international efforts aimed at preserving the environmental basis for that right on the Palestinian people's terms. Hindering these efforts breaches obligations not only under specific rules regarding relief but also under the *jus cogens* norm of self-determination. Here also, the relevant obligations include secondary obligations aimed at ending the ongoing, prolonged breaches identified previously by this Court.

3. Legal consequences of the breaches

12. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, the law of State responsibility is an indispensable part of the applicable law in the present proceedings. Allow me to briefly highlight the legal consequences relating directly to ecological integrity and self-determination.

13. For Israel, cessation of the serious breach of the right to self-determination — including its ecological dimension — entails, first and foremost, an immediate end to the hostilities and working in good faith towards lasting peace in the region⁵⁶. Vanuatu calls on the Court to articulate this duty of cessation in the clearest possible terms, thus safeguarding international law's integrity and leaving no ambiguities to be exploited as a pretext for the continuation of the serious breach.

14. Naturally, cessation also requires restoring compliance with the full range of its international obligations protecting the Palestinian people and their territory, including obligations to facilitate and support the work of the UN — including UNRWA, acknowledged by the Security

⁵⁵ Rio Declaration on Environment and Development, 1992, UN doc. A/CONF.151/26 (Vol. 1), Principle 3.

⁵⁶ WS Vanuatu, section 5.2.

Council as “the backbone of all humanitarian response” in Gaza and irreplaceable in terms of “capacity and mandate”⁵⁷ — as well as that of other international organizations and third States.

15. Israel must make full reparation for the injury caused, including support for Palestinian-led ecological restoration, and guarantee non-repetition⁵⁸. The promise embedded in reparation is captured in the work of Palestinian poet Fadwa Tuqan, who wrote in 1967: “When the [fallen] Tree rises up, the branches shall flourish green and fresh in the sun . . . and birds shall return.”⁵⁹

16. For all other States and international organizations, the legal consequences include⁶⁰:

- Non-recognition of the illegal situation created by environmental destruction, annexation and forced displacement;
- Not rendering any aid or assistance that would maintain that situation, such as licensing extractive companies or supplying equipment, including weapons, that enables environmental destruction; and
- Co-operating — including through sanctions, embargoes or other lawful countermeasures — to bring the serious breach to an end.

17. The United Nations must urgently consider modalities — economic, political or otherwise — to secure compliance if Israel persists⁶¹.

4. Conclusion and requests to the Court

18. Mr President, Madam Vice-President, allow me to summarize Vanuatu’s submissions. Environmental degradation, driven or exacerbated by the occupation, military assault and violations of obligations relating to relief and co-operation, directly threatens the survival of the Palestinian people. It undermines the very possibility of a viable, sustainable future in which the Palestinian

⁵⁷ Security Council Press Statement on United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in Near East (UNRWA), 30 October 2024 (<https://press.un.org/en/2024/sc15874.doc.htm>).

⁵⁸ See, further, WS Vanuatu, section 5.2.

⁵⁹ Fadwa Tuqan, *The Deluge and the Tree* (<https://allpoetry.com/The-Deluge-and-the-Tree>).

⁶⁰ See, further, WS Vanuatu, section 5.3.

⁶¹ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024*, para. 275. The General Assembly has overseen compliance with the right to self-determination in other contexts: see *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019 (I)*, p. 136, para. 167.

people's right to self-determination can be meaningfully exercised. Vanuatu respectfully invites the Court to acknowledge the same in the opinion, and to clarify the following five points:

- First, that the Palestinian people's right to self-determination encompasses a duty to respect the Palestinian people's reciprocal relationship with their land and safeguard the ecological integrity of their territory;
- Second, that Israel's obligations as occupying Power include facilitation of international organizations' and third-State activities aimed at ecological assessment and rehabilitation;
- Third, that persistent environmental degradation, combined with mass displacement, constitutes a grave breach of the *jus cogens* right to self-determination, engaging Israel's aggravated responsibility and triggering *erga omnes* obligations for all States and international organizations, including concerted action for cessation and reparation;
- Fourth, that the duties of other States extend to refraining from trade, investment or military co-operation that contributes, directly or indirectly, to ecological harm in the Occupied Palestinian Territory; and
- Fifth, that the Court's clarification should guide the General Assembly, Security Council and States in adopting measures proportionate to the gravity of the breach.

19. Mr President, Madam Vice-President, distinguished Members of the Court, this concludes Vanuatu's submissions. I thank you for your careful attention.

The PRESIDENT: I thank the representatives of Vanuatu for their presentation. I now invite the delegation of the League of Arab States to address the Court and I call upon Professor Mohamed Helal to take the floor.

Mr HELAL:

I. INTRODUCTION

1. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, it is an honour to appear before you on behalf of the League of Arab States.

2. And with your permission, I shall address the following three issues in our pleadings.

- First, Israel’s obligations in relation to the presence and activities in the OPT of UNRWA, other UN bodies, other international organizations and third States.
- Second, Israel’s obligations to provide humanitarian relief and supplies essential to the survival of the Palestinian civilian population.
- Third, Israel’s obligations relating to the Palestinian people’s right to self-determination.

II. PRELIMINARY REMARKS

3. Mr President, before addressing these issues, I shall highlight four preliminary points:

4. *First*, the Arab League respectfully submits that, in addressing the question before it, the Court should be guided by two core considerations: These are:

- (1) The permanent responsibility of the United Nations for the question of Palestine; and
- (2) The legal obligation of all States to support the right of self-determination of the Palestinian people.

5. The activities of the United Nations in the OPT are not merely humanitarian operations that provide relief for a population living under occupation. Rather, the activities of UNICEF, UN Women, UNRWA, OCHA and other UN entities in the OPT are a manifestation of the United Nations’ permanent responsibility to promote the welfare of the Palestinians until the question of Palestine is justly and comprehensively resolved in accordance with international legitimacy⁶².

6. Moreover, assistance programmes by third States and international organizations are not acts of charity for the benefit of a dispossessed people. Rather, humanitarian assistance and development programmes and efforts such as the establishment of diplomatic relations with the State of Palestine are acts that uphold the duty incumbent on all States to take joint and separate action to support the right of self-determination of the Palestinians.

7. Therefore, in answering the question before it, the Court should not limit itself to applying specific régimes such as occupation law or UN privileges and immunities, but it should assess Israel’s obligations and conduct against the backdrop of its duty not to obstruct the United Nations’ discharge of its permanent responsibility for the question of Palestine and its duty not to undermine efforts by

⁶² See *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I)* (“Wall Advisory Opinion”), pp. 158-159, para. 49; *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, Advisory Opinion of 19 July 2024* (“Policies and Practices in the OPT Advisory Opinion”), para. 35.

third States and international organizations to support the self-determination of the Palestinian people.

8. *Second*, Israel has no sovereign authority over nor can it exercise sovereign powers in the OPT, including East Jerusalem⁶³. Accordingly, Israeli legislative or administrative measures that entail the exercise of sovereign authority or powers in the OPT are unlawful. This applies to measures adopted in relation to UNRWA on 28 October 2024.

9. *Third*, contrary to Israel's written statement, sovereignty over the West Bank is not in abeyance⁶⁴. Sovereignty over the entire OPT is vested with the Palestinian people. Moreover, as Judge Gómez Robledo stated: "The existence of the Palestinian State should not be called into question, and neither should the possibility for it to be admitted as a full Member State of the United Nations."⁶⁵

10. Accordingly, the Arab League respectfully submits that the Court should take cognizance of the fact that the State of Palestine — the legitimate representative of the Palestinian people — has concluded agreements with the United Nations regarding the operation of its agencies and bodies. We also concur with the Secretary-General that Israel must respect these decisions of the representative of the Palestinian people⁶⁶.

11. *Fourth*, there is no jurisprudential justification to limit the scope of the Court's opinion to Israel's obligations under primary rules of international law.

12. The term "obligations" in the question referred to the Court should be given its ordinary meaning. It encompasses obligations under both primary and secondary rules relating to consequences arising from internationally wrongful conduct.

13. We respectfully submit that the Court should opine on Israel's obligations that arise from the rules of State responsibility and that relate to Israel's wrongful conduct in respect of the operations of the United Nations, third States and other international organizations in the OPT. These

⁶³ See *Policies and Practices in the OPT* Advisory Opinion, para. 254.

⁶⁴ *Obligations of Israel in relation to the Presence and Activities of the United Nations, Other International Organizations and Third States in and in relation to the Occupied Palestinian Territory*, written statement of Israel ("written statement of Israel"), para. 84.

⁶⁵ *Policies and Practices in the OPT* Advisory Opinion, separate opinion of Judge Gómez Robledo, para. 13.

⁶⁶ *Obligations of Israel in relation to the Presence and Activities of the United Nations, Other International Organizations and Third States in and in relation to the Occupied Palestinian Territory*, written statement submitted on behalf of the Secretary-General of the United Nations, para. 146.

obligations include the duty to cease wrongful conduct, the duty to guarantee non-repetition, and the duty to provide reparation for injuries caused by wrongful conduct.

**III. THE OBLIGATIONS OF ISRAEL IN RELATION TO THE PRESENCE AND ACTIVITIES IN THE
OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY OF UNRWA, OTHER UNITED NATIONS
AGENCIES AND BODIES, OTHER INTERNATIONAL
ORGANIZATIONS AND THIRD STATES**

14. Mr President, I shall now turn to Israel's obligations with respect to UNRWA.

15. Many parties have already underscored UNRWA's indispensable role in the life of Palestine refugees. The applicability of UN privileges and immunities to UNRWA has also been emphasized by many participants.

16. Therefore, I shall focus on UNRWA's mandate that makes it crucial for the discharge of the United Nations' permanent responsibility for the question of Palestine.

17. UNRWA is much more than a relief agency. UNRWA is the principal instrument by which the United Nations protects the right of return of Palestine refugees. It is not an exaggeration to argue that preserving the right of return is the agency's *raison d'être*.

18. This is reflected in that General Assembly resolution 302 (IV) that established UNRWA cited paragraph 11 of General Assembly resolution 194 (III) which recognized the right of return of Palestine refugees⁶⁷. Subsequent resolutions renewing UNRWA's mandate reaffirmed paragraph 11 of resolution 194 (III)⁶⁸, which confirms that the General Assembly recognizes that the principal objective of UNRWA is preserving the right of return.

19. In addition to being a fundamental right of Palestine refugees, preserving the right of return is essential to protecting the right of self-determination. The reason is simple. If Palestine refugees are denied their right of return and if they are further displaced, dispersed and dispossessed, the ability of the Palestinian people to exercise self-determination would be forever lost. And that is why

⁶⁷ UNGA res. 194 (III), Palestine — Progress Report of the United Nations Mediator, UN doc. A/RES/194(III) (11 December 1948).

⁶⁸ See for example UNGA res. 78/74, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/78/74 (7 December 2023); UNGA res. 77/123, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/77/123 (15 December 2022); UNGA res. 76/77, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/76/77 (15 December 2021); UNGA res. 75/93, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/75/93 (18 December 2020); UNGA res. 74/83, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/74/83 (26 December 2019); UNGA res. 73/92, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/73/92 (18 December 2018); UNGA res. 72/80, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/72/80 (14 December 2017); UNGA res. 71/91, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/71/91 (22 December 2016); UNGA res. 70/83, Assistance to Palestine Refugees, UN doc. A/RES/70/83 (15 December 2015).

UNRWA is indispensable. For decades, it has preserved the integrity of the Palestinians as a people, it prevented their dispersal and forced displacement, and it ensured that they remain on the territory in relation to which they are entitled to exercise self-determination.

20. Furthermore, UNRWA is part of a legal and institutional régime that specifically protects Palestine refugees. This is reflected in Article 1 (*d*) of the 1951 Refugee Convention which excludes “Palestine refugees” from the protective mandate of the UN High Commissioner for Refugees.

21. Accordingly, the Arab League submits that Israel is under an obligation not to obstruct UNRWA’s work. This obligation is based, *inter alia*, on Article 2, paragraph 2, and Article 2, paragraph 5, of the Charter, and on Israel’s obligation not to obstruct the United Nations’ discharge of its permanent responsibility for the question of Palestine, and its broader duty to respect the right to self-determination.

22. These obligations are complemented by further undertakings by Israel.

23. On 6 May 1949, during debates on Israel’s admission to the United Nations, Israel’s representative, Mr Abba Eban, stated: “we shall cooperate with the organs of the United Nations with all the means at our disposal in the fulfilment of the part of the resolution concerning refugees”⁶⁹. Israel also assured the General Assembly that “the settlement of frontiers, the Internationalization of Jerusalem and the Arab refugee problem would not be regarded as within [the] domestic Jurisdiction [of Israel]”⁷⁰.

24. These statements constitute unilateral declarations that created legal obligations for Israel in relation to the right of return of Palestine refugees.

25. Mr President, I shall now turn to Israel’s obligations in respect of other UN bodies and other third parties operating in the OPT.

26. And again, instead of repeating arguments made by other parties, I shall address claims raised by Israel in its written statement and arguments made by other parties in their oral statements, especially relating to the applicable law and the content of Israel’s obligations under humanitarian law.

⁶⁹ UN General Assembly, verbatim record, Application of Israel for admission to membership in the United Nations, UN doc. A/818 (6 May 1949), p. 276.

⁷⁰ Committee on the Exercise of the Inalienable Rights of the Palestinian People, The Right of Return of the Palestinian People, UN doc. ST/SG/SER F/2 (1978).

27. I will begin with the legal status of and the law applicable to the Gaza Strip.

28. Israel contends that, as relates to the Gaza Strip, “it is the law of armed conflict, and in particular the law on conduct of hostilities, which applies”⁷¹.

29. This is incorrect.

30. First, civilians are generally entitled to the protections enshrined in the Fourth Geneva Convention whenever they find themselves in the hands of a hostile power.

31. The Commentary on Article 6 of the Fourth Geneva Convention is unequivocal.

“The relations between the civilian population of a territory and troops advancing into that territory, whether fighting or not, are governed by the present Convention. There is no intermediate period between what might be termed the invasion phase and the inauguration of a stable regime of occupation . . . No loophole is left.”⁷²

32. Second, it is a fact that Gaza is subject to Israel’s belligerent occupation.

33. According to judicial precedent, occupation exists whenever a hostile power exercises effective control over a territory⁷³. Applying the factual criteria elaborated in these precedents confirms that the Gaza Strip — like the West Bank and East Jerusalem — has been under occupation since 1967 and is subject to Israel’s occupation today.

34. This means that Section III of Part III of the Fourth Geneva Convention on belligerent occupation is applicable to the entire OPT alongside other customary humanitarian law rules, including those found in the First Additional Protocol.

35. Israel has also stated that, generally, “the responsibility of an Occupying Power is coupled with authority”⁷⁴. It also cited Article 43 of the Hague Regulations and Article 64 of the Fourth Geneva Convention and argues that “[n]either of these provisions impose any duties on the Occupying Power vis-à-vis third parties, nor do they create any rights for them”⁷⁵. Israel also suggests

⁷¹ Written statement of Israel, para. 84.

⁷² J. S. Pictet, Commentary to the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (1958), p. 60.

⁷³ See *Policies and Practices in the OPT* Advisory Opinion, para. 92; United States Military Tribunal, Nuremberg, Wilhelm List et al. (The Hostages Trial), Case No. VII (19 February 1948), pp. 55-56; *Prosecutor v. M. Naletilic and V. Martinovic*, Judgment, Trial Chamber, Case No. ICTY IT-98-34-T (31 March 2003).

⁷⁴ Written statement of Israel, para. 86.

⁷⁵ *Ibid.*, para. 90.

that an occupying Power has “the authority and power to determine whether, when, and to what extent third parties may be present and operate in the occupied territory”⁷⁶.

36. These arguments by Israel misrepresent an occupying Power’s obligations.

37. To further explain, I will begin with Article 64 of the Fourth Geneva Convention.

38. This provision does not grant an occupying power a *carte blanche* to administer an occupied territory as it sees fit. The Commentary to Article 64 confirms that “an occupying power is to respect the laws in force in the country unless absolutely prevented”⁷⁷. The Commentary also explains that restrictive measures applied by an occupying Power “must not under any circumstances serve as a means of oppressing the population. The legislative and penal jurisdiction exercised by the occupation authorities, as holder of public power, is therefore hedged about with numerous safeguards”⁷⁸.

39. These safeguards arise, *inter alia*, from the following obligations.

40. *First*, given that the population in the OPT is inadequately supplied, Article 59 of the Fourth Geneva Convention obligates Israel to agree to relief schemes for the population.

41. In its oral statement, the United States suggested that under Article 59 and other provisions

“an occupying Power retains a margin of appreciation concerning which relief schemes to permit . . . [and] even if an organization offering relief is an impartial humanitarian organization, and even if it is a major actor, occupation law does not require an occupying Power to allow and facilitate that specific actor’s relief operations”⁷⁹.

42. Respectfully, we do not share this interpretation of Article 59.

43. The Commentary to the Fourth Geneva Convention states, unequivocally, that the obligation to accept relief schemes is “unconditional”⁸⁰. This is confirmed by the terms of Article 59, which states that an occupying power “*shall* agree to”, “*shall* facilitate” and “*shall* permit” relief schemes. Moreover, the phrase “may be undertaken” in the second paragraph of Article 59 does not

⁷⁶ *Ibid.*, para. 92.

⁷⁷ J. S. Pictet, Commentary to the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (1958), p. 335.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 337.

⁷⁹ CR 2025/7, p. 10, paras. 14-15 (United States of America).

⁸⁰ J. S. Pictet, Commentary to the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (1958), p. 320.

broaden the discretion of an occupying power. Rather, occupying powers “have no latitude”⁸¹ to withhold consent to relief schemes by impartial humanitarian organizations “which can lend assistance”⁸² to the population.

44. It was also argued that an occupying power “may still impose restrictive measures for urgent reasons of security”⁸³.

45. Again, the Arab League underscores that the discretion or margin of appreciation is severely restricted. The Commentary to the Fourth Geneva Convention again is clear. Not only must an occupying power agree to relief schemes, but it must “co-operate wholeheartedly in the rapid and scrupulous execution of these schemes”⁸⁴.

46. *Second*, Israel is bound by customary obligations in the First Additional Protocol, especially Articles 68 to 71. Cumulatively, these provisions require Israel to allow and facilitate the rapid and unimpeded passage and distribution of humanitarian aid and to assist relief missions to the fullest extent practicable⁸⁵.

47. *Third*, in terms of the content of relief schemes, Israel must uphold the customary rules found in Article 69 of the First Additional Protocol, which supplements Article 55 of the Fourth Geneva Convention. This requires Israel to provide all essential supplies, including food, medicine, clothing, bedding, shelter and fuel for heating purposes.

48. The Commentary to the First Additional Protocol is clear: this obligation is a “positive, complete requirement”⁸⁶.

49. *Fourth*, Israel must respect and guarantee the safety of personnel involved in relief actions. This obligation arises from Articles 59 and 60 of the Fourth Geneva Convention, and customary rules

⁸¹ See D. Akande and E. C. Gillard, Oxford Guidance on the Law Relating to Humanitarian Relief Operations in Situations of Armed Conflict Commissioned by the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (October 2016), available at <https://www.elac.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2022/06/oxfordguidancepdfpdf.pdf>, p. 18, para. 32.

⁸² J. S. Pictet, Commentary to the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (1958), p. 321.

⁸³ CR 2025/7, p. 11, para. 16 (United States of America).

⁸⁴ J. S. Pictet, Commentary to the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (1958), p. 320.

⁸⁵ See D. Akande and E. C. Gillard, Oxford Guidance on the Law Relating to Humanitarian Relief Operations in Situations of Armed Conflict Commissioned by the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (October 2016), available at <https://www.elac.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2022/06/oxfordguidancepdfpdf.pdf>, p. 27, paras. 61-64.

⁸⁶ ICRC, Commentary on the Additional Protocols to the Geneva Conventions (8 June 1977), p. 813, para. 2783.

codified in the First Additional Protocol, including the protections afforded to civilians and civilian objects in Articles 48 and 52 of the First Additional Protocol.

50. In addition to these rules of humanitarian law, Israel has obligations that apply specifically to the United Nations.

51. These obligations are found in the rules on UN privileges and immunities which are codified, *inter alia*, in Article 105 of the Charter and the General Convention.

52. The written statement and oral pleadings of the Secretary-General have already elaborated on the content of these obligations.

53. Therefore, I shall only underscore that UN privileges and immunities provide an elevated level of protection to UN agencies, bodies, premises and personnel. These rules — especially the immunity of the United Nations from legal processes, and the inviolability of UN premises, property and assets — are absolute and mandatory. These rules admit no exceptions in cases of armed conflict.

54. Moreover, structurally, the rules of UN privileges and immunities form a system that includes substantive provisions on facilities, privileges and immunities accorded to the United Nations, and it also establishes — pursuant to Article V, Section 21, and Article VIII, Section 30 — an efficacious procedural mechanism to address alleged abuses of these rules. This merits viewing this system of rules in terms similar to those employed by the Court in the *Tehran Hostages* case to characterize the régime of rules of diplomatic law⁸⁷.

55. Accordingly, we submit that the Court should determine that Israel has an obligation not to take unilateral actions against the United Nations, and that Israel should avail itself — in relation to any concerns about abuses of UN privileges and immunities — of avenues to address these matters provided in the General Convention and other mechanisms available at the United Nations.

IV. THE OBLIGATIONS OF ISRAEL TO PROVIDE HUMANITARIAN RELIEF AND SUPPLIES ESSENTIAL TO THE SURVIVAL OF THE PALESTINIAN CIVILIAN POPULATION

56. Mr President, I shall now address Israel's obligation to provide humanitarian relief to the Palestinian population.

⁸⁷ *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*, Judgment, I.C.J. Reports 1980, p. 40, para. 86.

57. In this regard, I respectfully draw the Court's attention to an opinion authored by nine leading Israeli jurists who affirmed that Israel is under a positive obligation to

“actively ensure the local population has sufficient access to the supplies needed for its survival . . . These positive obligations are a special case of the more general obligation under the laws of belligerent occupation to ensure public order in the occupied territory . . . It should be emphasized, in this context, that the presence of international organizations, including United Nations (UN) agencies, in the area does not relieve the occupying power of this duty.”⁸⁸

58. These obligations are supplemented by Article 49 of the Fourth Geneva Convention that prohibits forcible transfer or deportation and Article 54 of the First Additional Protocol that protects objects indispensable for the survival of the civilian population.

59. These obligations are pertinent because Israel is creating conditions calculated to cause the forced displacement of the Palestinian people, by weaponizing humanitarian assistance and obstructing relief schemes.

V. THE OBLIGATIONS OF ISRAEL RELATING TO THE RIGHT OF THE PALESTINIAN PEOPLE TO SELF-DETERMINATION

60. Mr President, I shall now briefly address Israel's obligations that arise from the right to self-determination.

61. The Court has already affirmed that Israel's presence in the OPT violates “Israel's obligation to respect the right of the Palestinian people to self-determination”⁸⁹. The Court also outlined consequences arising from that wrongful act.

62. The present proceedings invite the Court to go a step further.

63. The Court is requested to clarify Israel's obligations in respect of joint and separate action taken in support of the right of self-determination of the Palestinian people.

64. In addressing this question, the point of departure should be Vice-President Sebutinde's observation: “Without the right to self-determination the entire international legal order would

⁸⁸ Prof. Orna Ben-Naftali, Prof. Aeyal Gross, Dr Natalie Davidson, Prof. Guy Harpaz, Prof. Eliav Lieblich, Prof. Itamar Mann, Dr Michal Slitranick, Prof. David Kretzmer, Prof. Yuval Shany, Legal Opinion on Israel's status in the north of the Gaza Strip (1 April 2024), available at <https://static.gisha.org/uploads/2024/04/Legal-Opinion-on-the-status-of-Israel-in-the-north-of-Gaza-EN.pdf>.

⁸⁹ *Policies and Practices in the OPT* Advisory Opinion, para. 243.

crumble. It is a bedrock principle on which so many rights that the international community holds dear are built.”⁹⁰

65. Furthermore, as Judge Xue explained:

“The paramount importance of the principle of self-determination is reflected in its *erga omnes* character in the sense that it not only confers a right on the peoples . . . to self-determination, but also imposes an obligation on all States to see to it that this right is fully respected.”⁹¹

66. Because of its peremptory status, all States must bring to an end serious breaches of this fundamental right. In this regard, the ILC indicated that “where an international organization has discretion to act, the obligation to cooperate imposes a duty on the members of that international organization to act with a view to the organization exercising that discretion in a manner to bring an end the breach of a peremptory norm”⁹².

67. We submit that Israel is duty-bound not to obstruct joint and separate action to promote the right to self-determination, whether taken collectively through international organizations or individually by States.

68. This is consistent with the 1970 Friendly Relations Declaration that imposes the obligation to “render assistance to the United Nations in carrying out the responsibilities entrusted to it by the Charter regarding the implementation of the principle” of self-determination⁹³.

VI. CONCLUDING REMARKS

69. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, I cannot conclude the pleadings of the Arab League without recalling that the tragedy of Palestine is seared into the hearts, minds and collective memory of 450 million Arabs. Palestine is the core cause of the Arabs.

70. The decades of dispossession and countless crimes committed against the Palestinians have led us to wonder whether the people of Palestine are less deserving of compassion, less worthy of

⁹⁰ *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019 (I)*, separate opinion of Judge Sebutinde, pp. 291-292, para. 46.

⁹¹ *Ibid.*, declaration by Vice-President Xue, p. 146, para. 19.

⁹² International Law Commission, Draft Conclusions on Peremptory Norms of General International Law (*Jus Cogens*) and Commentaries Thereto, UN doc. A/74/10 (2019), p. 196.

⁹³ UN General Assembly, resolution 2625 (XXV), Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations, UN doc. A/RES/2625(XXV) (24 October 1970).

empathy, less entitled to justice, or simply less human. The plight of Palestine challenges the proposition that humanity is a community bound by common values.

71. To address this continuing tragedy, we have offered a vision of peace and prosperity for our troubled region. Our overtures of peace, including the 2002 Arab Peace Initiative, envision a future of a free and independent State of Palestine living alongside Israel under international law. But Israel has consistently failed to seize this opportunity for peace. Israel's political leadership has shown that it is not a credible partner for peace.

72. Indeed, Israel has now launched an offensive against the United Nations, civil society and other States that have been moved to aid the Palestinians out of a realization that never again is now, and that history will neither forgive nor forget those who stood aside as Israel's onslaught continues to unfold in Gaza and throughout the OPT.

73. The question of Palestine is a litmus test for international law and the institutions that uphold it. But despite the desperation that is often felt about the efficacy of international law, we are both hopeful and confident that the Court will once again uphold the rights of the Palestinian people and exhort Israel to live up to its international legal obligations. Mr President, that concludes the statement of the League of Arab States and I thank you for your attention.

The PRESIDENT: I thank the representative of the League of Arab States for his presentation. Before I invite the next delegation to take the floor, the Court will observe a break of 15 minutes. The hearing is suspended.

The Court adjourned from 4.35 p.m. to 4.50 p.m.

The PRESIDENT: Please be seated. The sitting is resumed. I now invite the next participating delegation, the Organisation of Islamic Cooperation, to address the Court and I call His Excellency Ambassador Samir Bakr to the podium. You have the floor, Sir.

Mr BAKR:

INTRODUCTORY STATEMENT

1. Mr President, distinguished Members of the Court, I have the honour of appearing before you on behalf of the Organisation of Islamic Cooperation to express the confidence we place in your High Court so that, through the advisory opinion requested, you may enlighten the General Assembly in its task.

2. The Organisation of Islamic Cooperation comprises 57 Member States and is the collective voice of the Muslim world. This intergovernmental organization was created following the arson attack on the Al-Aqsa Mosque in Jerusalem in 1969. The Charter of our organization includes among its objectives our support for the right of the Palestinian people to self-determination and to establish their own sovereign State, with al-Quds al-Sharif, East Jerusalem, as its capital⁹⁴.

3. This means that our organization is particularly attentive to the just struggle of the Palestinian people and is deeply concerned by the ongoing aggression being waged by Israel, the occupying Power, against the Palestinian people in Gaza and the West Bank, including East Jerusalem, the vital risk posed to them by Israel's operations and the worsening situation caused by Israel's unfounded closure of UNRWA offices. Our organization therefore held an extraordinary session of the Council of Ministers of Foreign Affairs of Member States in Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia, on 7 March 2025.

4. In view of the gravity of the situation, we insisted on the need to compel Israel, the illegal occupying Power, to implement a permanent and comprehensive cessation of its aggression, the facilitation of the return of displaced persons to their homes, the withdrawal of Israeli occupying forces, opening of all crossing points and the guarantee of adequate delivery of humanitarian aid throughout the Gaza Strip, in compliance with its obligations under international law, international humanitarian law and relevant United Nations resolutions.

5. We have denounced the policies of famine and scorched earth that are designed to force the Palestinian people out of their homeland, and we have rejected any Israeli attempt to alter the demographic composition of the Palestinian territory.

⁹⁴ Article 1, para. 8, of the Founding Charter of 14 March 2008.

6. In the face of recent measures taken by Israel, the occupying Power, against activities carried out in the Occupied Palestinian Territory by United Nations bodies, we have reiterated our rejection of all Israeli measures, including racist and illegal laws targeting the very existence of UNRWA, a United Nations-mandated agency, and attempts to restrict or abolish its irreplaceable role in the West Bank, including East Jerusalem, and the Gaza Strip. This role represents an absolute political and humanitarian priority, and an element of stability in the region. We have therefore called on international key actors, as a matter of principled position and respect for the United Nations Charter and human rights, to pressure Israel, the occupying Power, into revoking its illegal legislation and invited all States to provide UNRWA with additional political, legal and financial support.

7. We therefore hope that the advisory opinion you are about to issue will lead to compelling Israel, the occupying Power, to rescind its legislation against UNRWA and represent an opportunity to reiterate, under your authority, the imperative duty incumbent on Israel, the occupying Power, to stop the war waged against the Gaza Strip, put an end to the occupation of Palestinian territory that has dragged on for too long and make reparation for all their consequences.

8. Now our counsel, Mme Chemillier-Gendreau, to whom I would ask you, Mr President, to give the floor, will develop certain legal aspects relating to the questions put to you. Thank you for your attention.

The PRESIDENT: I thank Ambassador Bakr. Je donne maintenant la parole à la professeure Monique Chemillier-Gendreau.

M^{me} CHEMILLIER-GENDREAU :

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, c'est un honneur pour moi de me présenter devant vous au nom de l'Organisation de la coopération islamique. Toutefois, cet honneur est mêlé du sentiment oppressif qu'il nous est impossible, aux uns et aux autres, de faire abstraction de notre humanité car ce dont nous avons à débattre relativement à la situation dans le Territoire palestinien occupé est, selon le représentant du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « un cercle vicieux de sang, de douleur et de mort ». Aussi resterai-je pendant cette plaidoirie en étroite pensée aussi bien avec les victimes des massacres du 7 octobre 2023,

qu'avec celles, incommensurablement plus nombreuses que sont les Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem et encore bien davantage de Gaza, victimes martyrisées d'une guerre vengeresse.

2. La question qui vous est posée par l'Assemblée générale des Nations Unies me conduira à esquisser d'abord le bilan des violations du droit international par Israël. Je montrerai ensuite comment l'examen de ces violations met en lumière les enjeux de la norme juridique, à savoir que le respect des obligations des uns engendre des droits pour les autres. Les deux choses sont indissociables. Or, en transgressant ses obligations, Israël entrave les droits d'un peuple au point de programmer la mort de celui-ci.

II. LA VIOLATION SYSTÉMATIQUE PAR ISRAËL DE TOUTES LES RÈGLES DU DROIT INTERNATIONAL

3. Tout le système des Nations Unies est fondé sur le respect de la parole donnée : *pacta sunt servanda*. Ces quelques mots consignés dans la convention sur le droit des traités sont la base fragile de cet édifice. Et comptant sur l'honneur des États pour respecter leurs engagements, le monde s'est doté d'un corpus très élaboré de règles de droit.

4. Or la situation sur laquelle vous êtes sollicités de donner votre avis est, selon l'expression employée ici par d'autres participants, un déluge de violations par Israël de ses engagements internationaux. C'est ainsi que les mesures illégales par lesquelles la Knesset a décidé de la fermeture des bureaux de l'UNRWA ne sont que le point d'aboutissement d'une longue série de violations antérieures et ouvrent par elles-mêmes la voie à d'autres violations plus graves encore. Précisons ici ces trois temps dans les transgressions par Israël du droit international.

Le premier temps de ces violations a commencé dès la création d'Israël

5. En prétendant avoir le droit de prendre les mesures ici en cause, Israël transgresse ses engagements d'origine. Candidat à entrer aux Nations Unies dès 1949, Israël était déjà suspecté de manquer de sincérité dans ses engagements internationaux. C'est pourquoi l'Assemblée générale a exigé de cet État qu'il donne, avant son admission, la garantie qu'il respecterait la Charte et toutes les obligations qui en découlent.

6. Mais les assurances données par le représentant d'Israël pour obtenir l'entrée de son État dans l'Organisation n'ont pas tardé à se révéler fallacieuses. La conquête par la force d'une part

importante du territoire palestinien en 1949, l'occupation à nouveau par la force de la totalité de ce territoire en 1967, la proclamation de Jérusalem comme capitale de l'État israélien, le refus du droit au retour pour les Palestiniens chassés de leurs foyers, la colonisation accélérée de tout le territoire palestinien, sont autant d'expressions d'un mépris pour toutes les dispositions du droit international. Et depuis 1967, l'obstination d'Israël à refuser l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au profit du peuple de Palestine, son indifférence à toutes les règles du droit humanitaire en cas de conflit armé et aux normes relatives aux droits de l'homme forment le terreau des transgressions répétées des normes communes sur lequel est venu se greffer la dernière pousse vénéneuse que nous examinons ici.

**Le second temps des violations par Israël du droit international tient
aux mesures prises à l'égard des organes des Nations Unies
à partir d'une occupation elle-même illégale**

7. Les lois votées par la Knesset le 28 octobre 2024 pour mettre fin aux activités de l'UNRWA dans le Territoire palestinien occupé, et la décision de leur entrée en vigueur dès le 28 janvier 2025, sont frappées d'illégalité. Il en va de même pour la dénonciation unilatérale le 3 novembre 2024 de l'échange de lettres signé à Jérusalem le 14 juin 1967 entre Israël et l'UNRWA. Toutes ces décisions, en effet, contreviennent aux articles 2, paragraphe 5, et 105 de la Charte des Nations Unies, qui obligent Israël à assister l'Organisation dans toutes ses actions et à accorder à ses agents tous les privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Et, contrairement à ce qu'ont prétendu ici certaines délégations, l'article 2, paragraphe 5, de la Charte ne peut pas être interprété restrictivement et l'assistance des États est due pour toutes les actions de tous les organes des Nations Unies et par conséquent de l'UNRWA.

8. Les mesures prises par Israël contre cet organe sont aussi en violation des dispositions de la convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Par la dénonciation de l'accord spécifique conclu avec l'UNRWA en 1967, Israël enfreint l'obligation de négociations préalables avant la mise en cause de tout accord. Mais par ailleurs, cette dénonciation d'un accord bilatéral est de nul effet sur le fond car Israël reste lié par la convention de 1946 dont il est un État partie.

9. Les documents établis par les Nations Unies, repris ici par de nombreux participants, ont mis en lumière comment Israël s'acharne contre les personnels de l'UNRWA. Beaucoup ont été tués,

certains jetés en fosse commune, d'autres torturés en détention. Les convois portant les personnels et le matériel de secours ont été entravés. Des missions vitales ont été ciblées, des biens et fournitures endommagés, ceux importés ont été illégalement taxés, des centres de santé ou d'éducation ont été attaqués. Des personnels de l'UNRWA sont menacés de poursuites pénales. Tout cela est au dossier, je n'en donne pas ici le détail.

10. Chacune de ces actions est une transgression des obligations nées de la convention de 1946. Celle-ci oblige les États signataires à protéger les personnels des Nations Unies, à leur accorder les privilèges et immunités nécessaires à leur fonction et notamment à leur libre circulation⁹⁵, à leur accorder une immunité de juridiction⁹⁶, à protéger leurs locaux et leurs archives⁹⁷, à les exonérer de taxes⁹⁸.

11. Vous avez, dans un avis de 1962, rappelé comment la façon dont les organes subsidiaires sont utilisés dépend du consentement de l'État intéressé⁹⁹. Et Israël, dans les observations écrites qu'il vous a présentées, se déclare lui-même comme étant le « pays hôte » de l'UNRWA et revendique à ce titre la possibilité de retirer son consentement à la présence de cet Office à Jérusalem. C'est là un singulier abus de langage. Il n'y a qu'un seul pays hôte de l'UNRWA, c'est la Palestine, reconnue comme État par l'Assemblée générale des Nations Unies. Israël n'a aucun titre à interdire aucun organe des Nations Unies sur le territoire palestinien, car Israël s'y trouve de manière illégale selon les conclusions de votre avis de 2024.

12. Et cette occupation est illégale sur tout le Territoire palestinien occupé. Ainsi, en Cisjordanie, la souveraineté n'est pas « en suspens », comme cela vous a été rappelé tout à l'heure selon les prétentions d'Israël¹⁰⁰. Elle est clairement réglée : la souveraineté y appartient au peuple palestinien. Ce n'est donc pas à l'UNRWA de quitter les lieux et notamment Jérusalem où Israël n'a aucun titre valable selon le droit international, c'est à Israël de cesser d'occuper ces lieux illégalement.

⁹⁵ Art. VII, sect. 24-28 de la convention, et art. III, sect. 9-10.

⁹⁶ Art. V, sect. 18 a) et art. VI, sect. 22 b).

⁹⁷ Art. II, sect. 3-4.

⁹⁸ Art. II, sect. 7 b).

⁹⁹ *Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte), avis consultatif, C.I.J. Recueil 1962, p. 165.*

¹⁰⁰ Observations écrites présentées par Israël, par. 84.

**Le troisième temps des violations du droit international par Israël est
dans les conséquences des mesures illégales prises
contre les organes des Nations Unies**

13. Ces mesures en elles-mêmes illégales produisent une série d'illégalités en chaîne. En effet, selon votre avis de 2024, Israël, occupant illégal du territoire palestinien, n'est pas pour autant dispensé de ses devoirs comme puissance occupante.

14. Lié par la quatrième convention de Genève du 12 août 1949 et les protocoles de 1977, Israël se doit de protéger le peuple palestinien, de mettre à l'abri des combats les blessés et les personnes civiles, de protéger les hôpitaux ainsi que les personnels hospitaliers et les convois transportant des blessés et malades, d'assurer les soins et l'éducation des enfants, de garantir l'approvisionnement de la population en vivres et en médicaments et, lorsque la population d'un territoire occupé est insuffisamment approvisionnée, d'accepter les actions de secours en faveur de cette population. Les références précises de ces obligations ont été données dans les observations écrites. Je ne les reprends pas ici. Aucune de ces obligations n'est respectée par Israël.

III. LES ENJEUX HUMAINS VITAUX DES MESURES ICI CONTESTÉES.

15. Les violations par Israël de ses obligations dans le Territoire palestinien occupé ont des conséquences tragiques. En effet, la présence de l'UNRWA et les activités de cet office au service des réfugiés palestiniens, qui forment l'écrasante majorité de la population de Gaza, avaient permis jusqu'ici d'éviter que cette population ne soit décimée. Ce que donne à voir désormais l'interdiction faite à l'UNRWA de poursuivre ses missions, ce sont les conséquences des transgressions auxquelles se livre l'occupant illégal sur les droits des Palestiniens.

16. Les droits proclamés sont toujours abstraits. Ils ne deviennent concrets que dans les relations entre sujets de droit. Et l'envers des violations massives de toutes ses obligations par Israël est concrètement dans le déni des droits, de tous les droits des Palestiniens. Votre haute juridiction a montré sa préoccupation à cet égard à travers les trois ordonnances portant des mesures conservatoires dans l'affaire ouverte par l'Afrique du Sud contre Israël pour non-respect de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Avertis du fait que les Palestiniens de Gaza étaient affamés, tués en grand nombre, privés des moyens de base pour survivre, vous avez, le 26 janvier 2024, ordonné à Israël de prendre les mesures immédiates permettant d'assurer les services de base. Puis, le 28 mars 2024, devant la famine avérée qui règne à Gaza, vous

avez ordonné des mesures d'urgence pour fournir les biens de base, et ce, en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies. Et le 24 mai 2024, vous réclamiez la fin de l'offensive militaire car elle crée aux Palestiniens de Gaza des conditions d'existence capables d'entraîner sa destruction physique totale ou partielle.

17. La réponse d'Israël à vos ordonnances est venue et elle est claire : les Palestiniens iront jusqu'au fond de la souffrance car l'organe des Nations Unies qui tentait dans des conditions proches de l'enfer de pallier les carences et les exactions de la puissance occupante se voit privé de ses possibilités d'action. Le bilan est désormais le suivant : l'occupation illégale d'Israël prive les Palestiniens, notamment à Gaza de tous leurs droits, les droits collectifs ou individuels reconnus aux humains.

18. Le droit qui disparaît complètement à l'horizon du peuple palestinien est le droit politique de disposer de lui-même. Ce droit noble, celui qui permet à un peuple d'accomplir son destin en liberté, est rendu impossible dans tous ses éléments. Peut-on parler d'intégrité territoriale au profit d'un peuple alors qu'un autre État occupe en tous points son territoire ? Que reste-t-il de l'unité nationale à des Palestiniens interdits de se regrouper ? Quel sens ont les mots de développement économique, social et culturel, base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour des familles qui meurent sous les bombardements et dont les survivants affamés n'ont plus ni eau potable, ni nourriture, ni soins ? Et peut-on sans dérision évoquer la notion de souveraineté sur les ressources naturelles alors que la bande de Gaza est réduite à l'état de décombres ? Ainsi, privés du droit politique, ce droit d'en haut, les Palestiniens ont vu disparaître peu à peu tous les droits humains du quotidien, les droits d'en bas. Plus de droit à la liberté de se déplacer, plus de droit à un emploi, plus de droit à l'éducation pour les enfants, à la santé, plus de droit à la vie.

19. Il restait la solidarité des autres humains, ceux des organisations internationales, principalement de l'UNRWA, et de toutes ces ONG qui agissent par un élan d'humanité. Ce droit au secours des autres, droit ultime, dernière marche avant de sombrer pour ceux qui sont en extrême détresse, ce droit a été liquidé par la décision d'Israël d'interdire les actions de l'UNRWA, mais aussi de rendre impossibles celles des autres organismes.

20. Voilà donc sur quoi vous allez devoir donner votre avis et il sera décisif. Vous conclurez qu'en application du droit de Genève, il est du devoir de la puissance occupante d'agir au profit de

la population du territoire occupé. Et si elle ne le fait pas, elle doit — c'est l'article 59 de la quatrième convention qui l'exige — accepter et faciliter les actions de secours. Il lui est alors interdit d'entraver l'action des organismes qui prennent en charge la protection et la survie de cette population. Il vous reviendra de faire émerger avec force ce droit ultime qu'est le droit au secours, de l'identifier et de le caractériser. Vous reconnaîtrez qu'il appartient à la catégorie du *jus cogens*, car il est la clé sans laquelle ne s'ouvre pas la porte aux autres droits de cette même catégorie. Et l'État d'Israël devra s'incliner, comprenant que la défense de ce droit est la garantie universelle indispensable à tous. Aucun d'entre nous en effet n'est assuré de ne pas se trouver un jour face à une entreprise de barbarie et au besoin vital de l'action de ceux qui assument l'ardente obligation des secours.

21. Vous aurez à examiner l'argument d'Israël relatif à une prétendue absence de neutralité de l'UNRWA qui serait la justification des mesures prises par la Knesset contre cet organe des Nations Unies. Vous constaterez alors que l'Organisation des Nations Unies, alertée par les accusations d'Israël contre certains personnels de l'UNRWA, a sollicité une commission indépendante sur ce point. Le rapport alors produit a conclu que l'UNRWA avait une approche de la neutralité plus développée que d'autres entités similaires des Nations Unies ou des ONG¹⁰¹, ce qui permet de conclure que les allégations d'Israël n'avaient pas de fondement crédible.

22. Il reste donc un fait illicite qui a des conséquences vitales pour les 2 millions de Palestiniens de Gaza. Mais le fait illicite originel est celui du refus de l'autodétermination, celui de la domination coloniale. Celle-ci enivre toujours ceux qui prétendent construire leur destin sur la privation de liberté des autres. L'écrivain français Albert Camus, dans son roman autobiographique « Le premier homme », décrit les crimes insoutenables commis lors de la guerre coloniale menée par la France en Algérie, et il prête à son père, un homme simple, sans éducation, témoin des pires exactions, ces mots directs : « Un homme, ça s'empêche. »

23. Mais l'humanité quitte ceux qui ne veulent pas renoncer à la domination et cela ouvre la voie aux pires crimes. Sans doute devons-nous rester ici dans le cadre de la question posée par l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir quelles sont les obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités des organisations internationales et des autres États dans le

¹⁰¹ UNRWA, « Colonna Report and UNRWA's High Level Action Plan for implementation of the recommendations » (August 2024), p. 1.

Territoire palestinien occupé. Mais la présente procédure aura été pour vous l'occasion de constater comment Israël, par les actes ici en cause, soumet intentionnellement le groupe que forment les Palestiniens à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. Il y a ainsi de la part d'Israël le passage d'un risque accru de génocide, comme vous vous en inquiétiez dans votre dernière ordonnance, à une réalité dont les éléments constitutifs vous ont été exposés ici.

24. Je terminerai en me permettant de renvoyer aux conclusions de l'Organisation de la coopération islamique dans ses observations écrites. Et en vous demandant d'exiger d'Israël la réparation intégrale de tous les actes illicites commis et d'y ajouter qu'il est du devoir de l'Assemblée générale des Nations Unies et de tous les États Membres de prendre les mesures les plus fortes possibles pour mettre un terme à la situation intenable faite aux Palestiniens. Je vous remercie de votre attention.

The PRESIDENT: I thank the representatives of the Organisation of Islamic Cooperation for their presentation. J'invite à présent la délégation suivante, celle de l'Union africaine, à prendre la parole, et appelle à la barre la professeure Hajer Gueldich.

M^{me} GUELDICH :

INTRODUCTION

1. Monsieur le président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les juges, c'est avec gravité et solennité que je me tiens devant vous, devant votre auguste juridiction au nom de l'Union africaine et ses 55 États Membres.

2. En effet, l'heure est grave. Depuis plus d'un siècle, le peuple palestinien endure une succession de *nakbas*. À l'heure actuelle, la situation du peuple palestinien et la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, qui dépassaient déjà tout entendement, sont devenues encore plus dramatiques, pour ne pas dire apocalyptiques.

3. Le lexique français, malgré toute la richesse qu'on lui connaît, ne saurait justement décrire ce qui se passe dans ce territoire. Quels seraient les mots justes pour qualifier le drame humain d'une population entière qui, depuis la fin du cessez-le-feu, c'est-à-dire plus de 60 jours maintenant, est

privée d'eau, de nourriture, de carburant, d'aide médicale et de vaccins pour les enfants¹⁰² ? Surtout que 3 000 camions chargés d'aide humanitaire sont bloqués par Israël aux portes de Gaza¹⁰³ ! Quelle formule conviendrait pour rendre justice aux 51 000 Palestiniens, dont 15 000 enfants¹⁰⁴, qui ont déjà perdu la vie, dans des conditions souvent désastreuses ? Même les bulldozers nécessaires pour chercher les survivants ont été méthodiquement et systématiquement détruits par Israël¹⁰⁵. Des maisons, des foyers et des aires de jeu d'enfants à Gaza, de leurs rêves de paix et de justice, il ne reste que 50 millions de tonnes de débris¹⁰⁶.

4. En ce dernier jour de plaidoirie, il importe donc de se rappeler pourquoi l'Assemblée générale a demandé que la Cour rende, de toute urgence et en toute priorité, un nouvel avis relatif à la situation du peuple palestinien. La raison de cette nouvelle procédure, Monsieur le président, c'est qu'Israël n'a pas mis en œuvre ses obligations juridiques identifiées par la Cour dans son avis consultatif de 2024.

5. Pire, Israël a redoublé d'efforts pour rendre impossibles les conditions de vie dans le Territoire palestinien occupé. Il a décidé d'ignorer ses propres obligations, en tant que puissance occupante, de garantir les droits humains individuels et collectifs des Palestiniens. En outre, il a adopté deux lois datées du 28 octobre 2024¹⁰⁷, qui aggravent les entraves multiformes qu'il posait déjà à la présence et aux activités humanitaires et de développement dans le Territoire palestinien occupé, tant à Gaza qu'en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Pour y arriver, Israël a frappé l'UNRWA de mesures paralysantes, sachant que celui-ci constitue, selon les termes du Secrétaire général des Nations Unies, « l'épine dorsale » de l'action humanitaire dans le Territoire palestinien occupé¹⁰⁸. Toutes ces mesures visent à placer le peuple palestinien dans une indigence totale et à le

¹⁰² UNRWA, *UNRWA Situation Report #168 on the Humanitarian Crisis in the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem*, 24 avril 2025 (<https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-168-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>).

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ « Loi portant cessation des activités de l'UNRWA » et « Loi portant cessation des activités de l'UNRWA dans l'État d'Israël », dans dossier n° N65, « Lettre datée du 28 octobre 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général », UN doc. A/79/558 ; N66, « Lettres identiques datées du 9 décembre 2024, adressées au Président de l'Assemblée générale et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UN doc. A/79/684-S/2024/892.

¹⁰⁸ Dossier n° N301, « Lettre datée du 28 octobre 2024, adressée au Premier Ministre d'Israël par le Secrétaire

pousser au départ. Et pourtant, la Cour a déjà jugé des actions d'Israël poursuivant le même but comme étant contraires à ses obligations émanant de l'article 49 de la convention IV de Genève¹⁰⁹.

6. Monsieur le président, face à cette tragédie sans fin, l'Union africaine place sa confiance dans le droit international et en votre prestigieuse Cour qui en est l'organe. À cet égard, l'Union africaine note que l'écrasante majorité des participants à la présente procédure se sont prononcés en faveur de la compétence de la Cour et de l'exercice par celle-ci de son pouvoir de rendre l'avis consultatif demandé. Les objections soulevées par deux États¹¹⁰, et qui se heurtent toutes à la jurisprudence établie de la Cour, ont déjà été battues en brèche¹¹¹.

7. L'Union africaine souscrit donc à ce large consensus sur la compétence de la Cour. En effet, les Nations Unies et, partant, l'Assemblée générale, ont une « responsabilité permanente » à l'égard de la « question de Palestine »¹¹², puisque l'Assemblée générale a été à l'origine du plan de partage de l'ancien mandat britannique de la Palestine en deux États¹¹³. Quant à la Cour, elle doit participer « à l'action de l'Organisation »¹¹⁴, en rendant l'avis consultatif demandé. Elle doit ici exercer pleinement sa compétence et compléter son avis consultatif de 2024¹¹⁵.

8. La tâche qui incombe désormais à l'Union africaine consiste à ramener les débats autour de leurs aspects les plus décisifs. L'Union africaine le fera en partant de sa propre histoire, celle d'un

général » ; N219, Assemblée générale, résolution ES-10/25, « Appui au mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient », 11 décembre 2024, UN doc. A/RES/ES-10/25 ; Conseil de sécurité, communiqué de presse, « Déclaration à la presse sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) », 30 octobre 2024, SC/15874.

¹⁰⁹ *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avis consultatif du 19 juillet 2024*, par. 115-119.

¹¹⁰ Voir CR 2025/7, p. 38-40, par. 14-22 (Kocsis) (Hongrie). Voir aussi l'exposé écrit d'Israël, par. 59-70 ; l'exposé écrit de la Hongrie, par. 12-18.

¹¹¹ Voir notamment, CR 2025/5, p. 10-12, par. 9-13 (Dangor) (Afrique du Sud) ; CR 2025/5, p. 41-42, par. 18-25 (Alnasser) (Arabie saoudite) ; CR 2025/6, p. 29-30, par. 6-13 (Troncoso Repetto) (Chile) ; CR 2025/8, p. 43-45, par. 10-17 (Al-Shaheen) (Koweït) ; CR 2025/8, p. 27-28, par. 5-10 (Kohen) (Jordanie). Voir aussi CR 2025/4, p. 49, par. 9-10 (Said) (Malaisie) ; CR 2025/5, p. 57, par. 7-9 (Mauricio Jaramillo) (Colombie) ; CR 2025/6, p. 10, par. 12-15 (Calzadilla Sarmiento) (Bolivie) ; CR 2025/6, p. 20-21, par. 7-8 (Viegas) (Brésil) ; CR 2025/7, p. 18-19, par. 2-6 (Musikhin) (Russie) ; CR 2025/7, p. 44-45, par. 9-13 (Sugiono) (Indonésie).

¹¹² Voir, par exemple, dossier n° 417, Assemblée générale, résolution 57/107, « Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien », 3 décembre 2002, Nations Unies, doc. A/RES/57/107.

¹¹³ Assemblée générale, résolution 181 (II) (A), « Gouvernement futur de la Palestine », 29 novembre 1947 ; voir aussi, *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I)*, p. 158, par. 49.

¹¹⁴ *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2019 (I)*, p. 113, par. 65 ; *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2010 (II)*, p. 415-416, par. 29 ; *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I)*, p. 156-157, par. 44.

¹¹⁵ Assemblée générale, résolution 79/232, 19 décembre 2024, Nations Unies, doc. A/RES/79/232, préambule.

continent dont les peuples ont souffert de l'esclavage, de la colonisation et de l'apartheid, ainsi que de la négation de la dignité humaine et du droit des peuples de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel.

9. De cette perspective, il est évident que l'urgence de la présente procédure et l'extrême gravité de la situation humanitaire en Territoire palestinien occupé ne doivent pas nous pousser à adopter, même involontairement, une vision tronquée de l'étendue des droits du peuple palestinien et des obligations d'Israël en cause. En effet, la question posée par l'Assemblée générale ne porte pas seulement sur la fourniture, sans entraves, de l'assistance humanitaire au peuple palestinien par des tiers¹¹⁶. Elle requiert, plus largement, que la Cour se prononce sur les obligations d'Israël de respecter les droits humains des Palestiniens, y inclus les droits du peuple palestinien à l'existence et à ne pas être privé de ses moyens de subsistance. Elle invite également la Cour à se prononcer sur le droit du peuple palestinien au développement économique, social et culturel, ainsi que son droit à jouir des avantages de la coopération et de la solidarité internationales¹¹⁷.

10. La plaidoirie de l'Union africaine s'articule comme suit. Je clarifierai, *en premier lieu*, les contours de l'obligation d'Israël de fournir pleine assistance aux Nations Unies dans toutes leurs actions en faveur du peuple palestinien (I). Puis, je vous inviterai, Monsieur le président, à passer la parole au professeur Mamadou Hébié qui explicitera, *en deuxième lieu*, les obligations d'Israël en tant que puissance occupante, y compris celles en vertu des droits humains et des droits des peuples (II). *En dernier lieu*, il démontrera que les considérations de sécurité invoquées par Israël et certains États sont inopérantes (III).

I. L'OBLIGATION D'ISRAËL DE FACILITER TOUTE ACTION DES NATIONS UNIES ET D'EN RESPECTER LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

11. Monsieur le président, je passe maintenant à l'examen des obligations d'Israël en tant que Membre des Nations Unies. Quelques participants soutiennent qu'un État qui aurait des griefs contre un organe des Nations Unies serait libéré à la fois des obligations découlant de sa qualité de Membre et de l'obligation de respecter les privilèges et les immunités de l'Organisation¹¹⁸. Telle est l'essence

¹¹⁶ *Ibid.*, par. 10.

¹¹⁷ Exposé écrit de l'Union africaine, p. 40-44, par. 75-82.

¹¹⁸ CR 2025/7, p. 41-42, par. 29-31, 35-36 (Kocsis) (Hongrie). Voir aussi l'exposé écrit d'Israël, par. 79-82 ; l'exposé écrit de la Hongrie, par. 33.

de l'argument consistant à formuler certains reproches contre l'UNRWA pour refuser de lui prêter la pleine assistance requise par l'article 2, paragraphe 5, de la Charte et de respecter ses privilèges et immunités¹¹⁹.

12. Pourtant, ni le droit international coutumier ni la Charte des Nations Unies ne contiennent de règle permettant aux États de s'extirper unilatéralement des obligations inhérentes à leur qualité de Membres des Nations Unies, en prétextant l'existence de griefs à l'encontre de ses organes. Et pour cause, ces obligations ne sont pas des obligations réciproques dues aux organes de l'ONU. Elles ne sont donc pas assujetties à l'*exceptio non adimpleti contractus*, ou ce que l'on appelle l'exception d'inexécution¹²⁰. Il s'agit plutôt d'obligations *erga omnes partes* dues à tous les États Membres en vertu de l'article 2, paragraphe 2, de la Charte¹²¹.

13. Par conséquent, les griefs portés par Israël à l'encontre de l'UNRWA ne sauraient le libérer de ses obligations en vertu de la Charte et du principe *pacta sunt servanda* à l'égard des Membres des Nations Unies. Et l'Union africaine ne les examinera donc pas davantage. Plusieurs participants ont déjà établi, sur la base de preuves suffisamment convaincantes¹²², pourquoi la Cour ne devrait pas leur accorder un crédit¹²³.

14. Toutefois, l'Union africaine rappelle que tant la Charte¹²⁴ que la convention générale de 1946¹²⁵ disposent de voies de recours pour régler les difficultés qui pourraient naître entre un État

¹¹⁹ Voir notamment, Charte des Nations Unies, art. 105 ; convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 13 février 1946, art. II, sect. 4 et 7 b), art. V, sect. 18 et 21, art. VI, sect. 22.

¹²⁰ Voir Gerald Fitzmaurice, *Second Report on the Law of Treaties*, UN doc. A/CN.4/107, [1957] II *UNYBILC* 16, par. 120. Voir Danae Azaria, « Exception of Non-Performance », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2015, par. 1.

¹²¹ Voir, par analogie, *Le Procureur c. Blaškić*, IT-95-14, Chambre d'appel, *Judgment on the Request of the Republic of Croatia for Review of the Decision of Trial Chamber II of 18 July 1997*, 29 octobre 1997, par. 26. Voir aussi Andreas Paulus, « Article 2: Introduction and Chapeau », in Bruno Simma *et al.* (sous la dir. de), *The Charter of the United Nations: A Commentary* (4^e éd., OUP 2024), MN 19.

¹²² Notamment dossier n° N297, *Final Report for the United Nations Secretary-General: Independent Review of Mechanisms and Procedures to Ensure Adherence by UNRWA to the Humanitarian Principle of Neutrality*, 20 avril 2024.

¹²³ Voir notamment CR 2025/4, p. 36-37, par. 35-38 (Abdelkader) (Égypte) ; CR 2025/5, p. 40, par. 16-17 (Alnasser) (Arabie saoudite) ; *ibid.*, p. 49-50, par. 14-15 (Misonne) (Belgique).

¹²⁴ Voir, par exemple, le contexte de la requête d'avis consultatif, *Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)*, avis consultatif, *C.I.J. Recueil* 1962, p. 161.

¹²⁵ Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 13 février 1946, art. VIII, sect. 30.

Membre et l'Organisation dans la mise en œuvre des obligations émanant de ces instruments. Israël doit donc emprunter ces voies de recours et mettre fin à ses mesures unilatérales et arbitraires¹²⁶.

15. Monsieur le président, l'obligation de donner « pleine assistance dans toute action entreprise » par les Nations Unies en vertu de l'article 2, paragraphe 5, de la Charte inclut également celle de prêter pleine assistance aux *actions* des organes subsidiaires établis par l'Assemblée générale, comme l'UNRWA. Cette obligation couvre tant les actions normatives de l'Organisation que ses actions opérationnelles. « [T]oute action » signifie « toute action ». Dès lors, il importe peu de distinguer ici les actions qui sont prescrites dans des résolutions obligatoires en vertu de l'article 25 de la Charte, et celles qui le sont par des résolutions ayant force de recommandations¹²⁷.

16. Israël a donc l'obligation de lever toute entrave à l'action des Nations Unies que met en œuvre l'UNRWA. Il a, de surcroît, l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour en faciliter l'accomplissement. Israël doit également respecter les immunités et privilèges des Nations Unies, de son personnel et de ses locaux¹²⁸.

17. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, ces remarques concluent ma plaidoirie et je vous remercie pour votre aimable attention. Je vous prie de bien vouloir passer la parole au professeur Mamadou Hébié.

Le PRÉSIDENT : Je remercie la professeure Gueldich. I now invite Professor Mamadou Hébié to take the floor.

Mr HÉBIÉ:

1. Mr President, Madam Vice-President, Members of the Court, it is a great honour for me to appear before you today on behalf of my continent, Africa. Today's proceedings concern one of the most pressing moral questions of our time; yet, one where the voice of international law, and that of the African Union, remain crystal clear: Israel must respect the collective and individual rights of the Palestinians.

¹²⁶ Demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies ; rapport de la Commission politique spéciale (A/855), 207^e séance plénière, 11 mai 1949, Nations Unies, doc. A/PV.207, p. 333 (M. Sharett).

¹²⁷ Voir CR 2025/7, p. 13-16, par. 25-37 (Simmons) (États-Unis). Exposé écrit d'Israël, par. 75 ; exposé écrit des États-Unis, par. 16-17.

¹²⁸ Notamment, convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 13 février 1946, art. II, sect. 4 et 7 b), art. V, sect. 18 et 21, art. VI, sect. 22. Voir aussi *ibid.*, art. final, sect. 34.

2. As announced by the Legal Counsel, I will first establish that Israel's obligations as an occupying Power extend beyond the law of occupation (II). I will then demonstrate that the security concerns invoked by Israel cannot affect the enjoyment by the Palestinians of their human and peoples' rights because of the very nature of those rights (III).

**II. ISRAEL'S OBLIGATIONS AS AN OCCUPYING POWER GO BEYOND THE LAW
OF OCCUPATION AS EXPRESSED IN THE HAGUE REGULATIONS
AND THE FOURTH GENEVA CONVENTION**

3. Mr President, Israel's obligations as an occupying Power go beyond those enshrined in the 1949 Geneva Convention and in the 1907 Hague Regulations¹²⁹. Indeed, the corpus of the law of occupation has evolved significantly since the conclusion of these instruments¹³⁰. A case in point: in 1907 or in 1949, the right of peoples to self-determination, and the host of associated rights, had not yet crystallized under customary international law¹³¹. The twin International Covenants were not yet adopted¹³². Moreover, the notion that an occupying Power owes rights to the population of the occupied territory had not yet entered common legal consciousness.

4. Yet, it is indisputable today, as the Court has found, that the International Covenants and the Convention on the Rights of the Child impose legal obligations on Israel in the Occupied Palestinian Territory¹³³. It is equally indisputable that Israel is subject to the obligation to respect the Palestinian people's rights to existence, to self-determination, and to economic, social and cultural development. Accordingly, Israel's obligations under the Hague Regulations and the Fourth Geneva Convention must be interpreted and applied within the framework of the entire corpus of

¹²⁹ See *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), paras. 89, 101; *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, para. 96.

¹³⁰ Cf. *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971, paras. 52-53.

¹³¹ *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019 (I), paras. 150-152.

¹³² International Covenant on Civil and Political Rights, adopted 16 Dec. 1966, entered into force 23 Mar. 1976 (the "ICCPR"); International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, adopted 16 Dec. 1966, entered into force 3 Jan. 1976 (the "ICESCR").

¹³³ *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), paras. 106, 109, 111-113.

international law prevailing today, in accordance with the Court's statement in the *Namibia* Advisory Opinion¹³⁴.

5. This is not novelty. The Court has already applied this technique of interpretation and application of international law in the *Diallo* case. To recall, the Court observed that:

“Owing to the substantive development of international law over recent decades in respect of the rights it accords to individuals, the scope *ratione materiae* of diplomatic protection, originally limited to alleged violations of the minimum standard of treatment of aliens, has subsequently widened to include, *inter alia*, internationally guaranteed human rights.”¹³⁵

6. The African Union therefore submits that, owing to the substantive development of international law over recent decades in respect of the rights that it accords to individuals, the scope *ratione materiae* of the obligations of occupying Powers — while framed originally in terms of basic and essential needs of the populations concerned — has subsequently widened to include internationally guaranteed human and peoples' rights.

7. Mr President, this application of the law of occupation within the framework of the entire corpus of contemporary international law entails several consequences. *First*, Israel must not simply provide the Palestinians with necessary foodstuffs¹³⁶. It must respect their *right to food*¹³⁷. It must ensure effective enjoyment by the Palestinian people of its *right to existence*¹³⁸ and not to be deprived of the means of its subsistence under any circumstance¹³⁹.

8. *Secondly*, Israel must not simply agree to relief schemes by third States and international organizations¹⁴⁰. It has no power to decide. Instead, Israel must respect the Palestinian people's right

¹³⁴ *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971, para. 53

¹³⁵ See, for a comparable case, *Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II), p. 559, para. 39.

¹³⁶ Geneva Convention IV, Art. 55.

¹³⁷ ICESCR, Art. 11(1).

¹³⁸ For a codification of the right of people to existence, see African Charter on Human and Peoples' Rights, Art. 20, para. 1; see Mamadou Hébié, “Article 20 alinéa 1”, in M. Kamto (ed.), *La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et le protocole y relatif portant création de la Cour africaine des droits de l'Homme* (Brussels: Bruylant, 2011), pp. 452-487.

¹³⁹ ICCPR, Art. 1, para. 2; ICESCR, Art. 1, para. 2.

¹⁴⁰ Geneva Convention IV, Art. 59.

to engage in international relations and to enjoy the benefits of international co-operation and solidarity¹⁴¹.

9. *Thirdly*, Israel must not simply ensure public health and hygiene in the OPT¹⁴². Instead, it must ensure the effective enjoyment by the Palestinians of their *right to health*¹⁴³.

10. *Fourthly*, Israel must not only comply with the few provisions on education that we find in the Fourth Geneva Convention¹⁴⁴. It must fully respect all the rights of Palestinian children, including their right to education¹⁴⁵.

11. *Finally*, Israel must not — and it has no right to — administer the OPT, or to do it as a “usufructuary”¹⁴⁶. To recall, Israel’s occupation of the OPT is unlawful and the Court has requested Israel to bring it to an end “as rapidly as possible”¹⁴⁷. Rather, Israel must guarantee the effective enjoyment by the Palestinian people of its right to self-determination and, pending the termination of its occupation, respect the Palestinian people’s right to economic, social and cultural development¹⁴⁸.

12. Occupation, Mr President, cannot serve as a ploy to deprive the Palestinian people of the effective enjoyment of its rights and to keep it — to use the words of this very Court — “in a state of suspension and uncertainty”¹⁴⁹. The fact that Israel has no title to administer the OPT does not release it from, *nor does it reduce*, its obligations and responsibility under international law, towards the Palestinian people and other States, in respect of the exercise of powers in the OPT.

¹⁴¹ On this right, see *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971, para. 125.

¹⁴² Geneva Convention IV, Art. 56.

¹⁴³ ICESCR, Art. 12.

¹⁴⁴ Geneva Convention IV, Art. 24, para. 1, and Art. 51.

¹⁴⁵ See, in particular, ICESCR, Art. 13; Convention on the Right of the Child, Art. 28.

¹⁴⁶ See Hague Regulations, Art. 55.

¹⁴⁷ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, paras. 261-262, 264 and 267.

¹⁴⁸ General Assembly, Resolution 1514 (XV), Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, 14 Dec. 1960, para. 2; Resolution 2625 (XXV), Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations, 24 Oct. 1970. See also *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, paras. 230-243, 256.

¹⁴⁹ *Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion of 19 July 2024, para. 257.

13. Mr President, please allow me to briefly elaborate on the importance of the right of the Palestinian people to maintain international relations with third States and international organizations without impediment. Let us look back at history. If slavery lasted for four centuries, if colonialism persisted for two centuries, if apartheid lasted for five decades, it was because those States that engaged in these practices benefited from the silence and the lack of decisive action by third States. This is why contemporary international law not only grants rights but imposes obligations on third States and international organizations to co-operate and provide assistance for the effective enjoyment by peoples of their rights¹⁵⁰. Israel cannot put the Palestinian people in a predicament where its very existence and its right to economic, social, and cultural development are constantly in question, and push or force away the international community.

14. As an occupying Power, it must remove all impediments to the conduct by third States and international organizations of diplomatic relations with the Palestinian people and facilitate all actions to support them in the enjoyment of their individual and collective rights.

III. THE SECURITY CONCERNS CLAIMED BY ISRAEL ARE UNAVAILING

15. Mr President, I now move to the “security concerns”¹⁵¹ that are alleged by Israel and here, I will be very brief.

16. The very nature of the rights that I just mentioned make it impossible for an occupying Power to justify restrictions. It is impossible to condition the right of a people to existence, its right not to be deprived of its means of subsistence, its right to self-determination or to economic, social and cultural development. No legal instrument guaranteeing these rights conditions them to security exceptions. To argue contrary otherwise would be tantamount to accepting that ethnic cleansing, crimes against humanity or even genocide could be justified on security grounds.

17. Even the Hague Regulations, which were concluded at a moment, I believe, when human rights were rather emerging, do not make humanitarian assistance and relief schemes contingent upon the occupying Power’s security concerns. Articles 55 and 56 of the Fourth Geneva Convention, on

¹⁵⁰ See, in particular, Charter of the United Nations, Arts. 55 and 56; General Assembly, Resolution 2625 (XXV), Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations, 24 Oct. 1970; Resolution 3314 (XXIX), 14 Dec 1974, annex, Definition of Aggression.

¹⁵¹ CR 2025/7, 30 April 2025, pp. 8-12, paras. 3-16, 19 (Simmons) (United States of America). Written Statement of Israel, paras. 86-89; Written Statement of Hungary, para. 33; Written Statement of the United States, paras. 5, 10-13.

the occupying Power's obligation to guarantee the right to food and to health of populations in the occupied territory, do not; nor do Articles 59 and 61. This is not surprising since these rules are, according to this Court, "intransgressible principles of international customary law"¹⁵² and safeguard what the Court characterized as "elementary considerations of humanity"¹⁵³.

18. Mr President, just one quick point on UNRWA. Many participants have referred to UNRWA as a relief society under Article 63 of the Fourth Geneva Convention. This does not make sense. UNRWA is not to be likened to national Red Cross societies or other relief societies. It was established by the General Assembly when it exercised the international responsibility of the United Nations in respect of the former British Mandate of Palestine¹⁵⁴. It is not function that matters here; it is the institutional framework within which UNRWA was created.

CONCLUSION

19. Mr President, as we come to the closing of this hearing, the African Union cannot fail to notice that the credibility of the international legal system, and its claim to protect the most fundamental values of our community, have been significantly undermined by the long and painful path of the Palestinian people toward statehood. The international community, including this Court, must act; decisively and now. This Court must reaffirm, in full, Palestinians' individual and collective rights, as well as each and every one of Israel's obligations. It is only by doing so that you will complete your Advisory Opinion of 2024. As Aimé Césaire poignantly said in his *Discours sur le colonialisme*:

“Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente.

Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte.

*Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde.”*¹⁵⁵

¹⁵² See *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I), para. 79; *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I), para. 157.

¹⁵³ *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1949, p. 22.

¹⁵⁴ General Assembly, resolution 302 (IV), Assistance to Palestine Refugees, 8 Dec. 1949.

¹⁵⁵ Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme* (1950).

20. The African Union submits respectfully that: *first*, Israel must repeal and render ineffective all its measures that impede the activities and presence of UNRWA in the Occupied Palestinian Territory.

Mr President, I see that my time has expired. I just need around a minute to conclude.

The PRESIDENT: Yes.

Mr HÉBIE: Thank you.

Secondly, Israel must take all measures at its disposal to facilitate the fulfilment by UNRWA of its objectives and mandate, including by respecting its privileges and immunities. *Thirdly*, Israel must remove all impediments and take positive steps to ensure the effective enjoyment by Palestinians of all their collective and individual human rights. *Finally*, Israel must remove all impediments to the enjoyment by the Palestinian people of its right to engage in international relations and enjoy the benefits of international co-operation and solidarity.

21. This concludes the oral statement of the African Union. I would like at this stage to thank the interpreters and the entire staff of the Registry for the excellent work done this week. I thank you, Mr President, dear Members of the Court, for your kind attention.

The PRESIDENT: I thank the representatives of the African Union for their presentation.

This presentation concludes the oral statements by all the participants who have expressed a wish to participate in the present oral proceedings.

As I indicated during my speech on the first day of this series of sittings, any questions by Members of the Court to participants would be posed this afternoon. Having been informed by various judges that they have questions for the participating delegations, I shall now give each of them the floor. In posing their questions, each judge will indicate whether they are addressing a specific participant or a specific group of participants or whether they are addressing all participants.

I give the floor first to the Vice-President.

The VICE-PRESIDENT: Thank you, Mr President.

In view of the special wording in the request, my question is addressed to all participants, and it goes as follows:

“Which third States and other international organizations operate to provide basic services and humanitarian and developmental assistance in the Occupied Palestinian Territory? To what extent have restrictions, if any, been placed upon their operations in the Occupied Palestinian Territory by Israel since 2 March 2025?”

That is the end of the question.

The PRESIDENT: I thank the Vice-President. I now give the floor to Judge Gómez Robledo.

M. le juge GÓMEZ ROBLEDO : Merci, Monsieur le président. Ma question, Monsieur le président, est adressée aux Nations Unies. Elle se compose de deux questions.

La première :

« Étant donné les restrictions d'accès à la bande de Gaza, et compte tenu des mesures adoptées par Israël à partir du 2 mars 2025, quel est l'état aujourd'hui de la situation humanitaire et, plus particulièrement, l'étendue de la famine au sein de la population civile ? »

Et ma deuxième question :

« Quelles sont les entités du système des Nations Unies encore présentes dans la bande de Gaza et en capacité d'agir pour l'acheminement de l'aide humanitaire ? »

Merci, Monsieur le président.

The PRESIDENT: I thank Judge Gómez Robledo. I now give the floor to Judge Cleveland.

Judge CLEVELAND: Thank you, Mr President. I would like to pose the following question to the Arab Republic of Egypt.

“Since 2 March 2025, what is the operational status of both sides of the border crossing between Egypt and the Gaza Strip, and what measures has Egypt taken to facilitate humanitarian assistance in and out of the Gaza Strip?”

Thank you, Mr President.

The PRESIDENT: I thank the Vice-President, and Judges Gómez Robledo and Cleveland.

The written text of these questions will be transmitted to the relevant participants by the Registrar as soon as possible. Let me recall that written replies should be provided by Wednesday 7 May 2025, at 6 p.m. No written comments on these replies are envisaged.

I note that the hearings are now closed on the request for an advisory opinion submitted to the Court by the General Assembly of the United Nations on the question of the *Obligations of Israel in relation to the Presence and Activities of the United Nations, Other International Organizations and*

Third States in and in relation to the Occupied Palestinian Territory. I would like to convey the Court's thanks to all the delegations who have addressed the Bench in the course of this week, as well as to the participants in the written proceedings. I would also ask the representatives of all participants to remain at the disposal of the Court in case it should require any further information or explanations from them.

The Court will now retire for deliberation. The Registrar will in due course inform all the participants and all Members of the United Nations General Assembly of the date and time when the Court is to render its opinion.

As the Court has no other business before it today, I declare this sitting closed.

The Court rose at 5.55 p.m.
